

The background of the cover features a photograph of four smiling business professionals. The image is split vertically: the left side is blue-tinted and shows a man and a woman, while the right side is green-tinted and shows a man and a woman. The overall mood is positive and professional.

RAPPORT ANNUEL

2012

 CCAF-FCVI<sup>INC.</sup>

2013

ANNUAL REPORT



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU 31 MARS 2013



## PRÉSIDENT

**CHARLES-ANTOINE ST-JEAN, FCPA, FCA**  
*Associé, et directeur national – Secteur public  
Ernst & Young, s.r.l.*



## RICK C. KENNEDY, CPA, CA-CISA, CFE, CISM

*Chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint  
Division de la vérification interne de l'Ontario,  
Ministère des Finances*



## VICE-PRÉSIDENT

**PHILIP HOWELL, BA, MSC**  
*Directeur général et surintendant  
Commission des services financiers de l'Ontario*



## JACQUES LAPOINTE, CA, CPA, CIA, CGAP

*Vérificateur général de la Nouvelle-Écosse*



## TRÉSORIER

**BRIAN BOST, CPA, CA, CIA, CGAP, CRMA**  
*Associé, Services-conseils – Gestion des risques  
KPMG, s.r.l.*



## BONNIE LYSYK, CA, MBA, CIA

*Vérificatrice provinciale de la Saskatchewan*



## SECRÉTAIRE

**GILLES BÉDARD, FCPA, FCGA**  
*Ancien vérificateur général adjoint du Québec*



## STUART NEWTON, CA

*Contrôleur général de la Colombie-Britannique*



## KEVIN DANCEY, FCPA, FCA

*Président et directeur général  
Comptables professionnels agréés du Canada*



## JOCELYNE THERRIEN, MA

*Directrice principale, Liaison avec le Parlement et  
relations internationales  
Bureau du vérificateur général du Canada*



## CAROL DEVENNY, FCPA, FCA, CBV CPA (ILLINOIS)

*Associée directrice, et leader nationale,  
Audit du secteur public  
PricewaterhouseCoopers s.r.l.*



## JOY THOMAS, MBA, FCPA, FCMA, C.DIR.

*Vice-présidente directrice  
Comptables professionnels agréés du Canada*

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## *Assurer le leadership en matière d'audit de performance et de surveillance*



Voici mon dernier rapport annuel à titre de président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI. Je suis content des progrès que celle-ci a accomplis depuis 2011 vers la réalisation des objectifs stratégiques et des résultats définis dans le plan stratégique pour 2011-2014. Dans le présent rapport, la direction décrit en détail les réalisations de notre organisation au cours de l'année passée et ses plans pour 2013-2014, mais je profite de l'occasion pour rappeler le rôle important que le conseil d'administration joue lorsqu'il s'agit d'aider la CCAF-FCVI à accomplir sa mission et à concrétiser sa vision avec succès.

En ce qui concerne la surveillance de la CCAF-FCVI ainsi que l'orientation judicieuse de ses stratégies, le Conseil assume un rôle clé pour en garantir le succès continu. Le Conseil a la chance de comprendre des personnes qui sont des chefs de file respectés dans leurs milieux professionnels respectifs. Un roulement régulier au sein du Conseil est important pour renouveler les idées et diversifier sa composition. À l'assemblée générale annuelle tenue en octobre 2012, le Conseil a accueilli les nouveaux membres suivants :

- ✦ **Carol Devenny**, associée directrice et leader nationale – Audit du secteur public, PricewaterhouseCoopers s.r.l.;
- ✦ **Richard Kennedy**, chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint – Division de la vérification interne de l'Ontario, au ministère des Finances du gouvernement de l'Ontario;
- ✦ **Bonnie Lysyk**, vérificatrice provinciale de la Saskatchewan;
- ✦ **Stuart Newton**, contrôleur général de la Colombie-Britannique.

Ces personnes mettent leurs connaissances et les expériences tirées de leurs milieux professionnels respectifs au service du Conseil pour lui conserver toute sa vigueur, et je suis convaincu que chacune d'elles ajoutera grandement à la valeur de la CCAF-FCVI. Je tiens aussi à remercier, au nom du Conseil, les administrateurs sortants **Roxanne Anderson**, **Carol Bellringer** et **James Ralston**, ainsi que le regretté **Doug Lynkowski**, pour leurs précieuses contributions pendant leur mandat. La force et la vitalité de la CCAF-FCVI dépendent fondamentalement de l'engagement et du soutien que nous recevons de chaque membre du Conseil.

À l'assemblée générale annuelle d'octobre, le Conseil a aussi renouvelé la composition de chacun de ses comités. Grâce à son [Comité sur le développement des capacités au pays](#) (présidé par Carol Bellringer, puis par Jocelyne Therrien) et à son [Comité sur le développement des capacités à l'étranger](#) (présidé par Jacques Lapointe), le Conseil assure la surveillance au sujet des activités menées au pays et à l'étranger pour développer les capacités en matière de surveillance et d'audit de performance. Le [Comité sur la gouvernance](#) (présidé par le vice-président Phil Howell) et le [Comité d'audit et des finances](#) (présidé par Roxanne Anderson, puis par Brian Bost) exercent une surveillance sur les stratégies adoptées concernant la gouvernance de la CCAF-FCVI, l'audit annuel des états financiers, les systèmes de contrôle interne, le financement et la gestion des risques. Un groupe de travail a été formé pour conseiller la direction sur le plan qu'adoptera la CCAF-FCVI afin de poursuivre ses activités sous le régime de la nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, et pour assurer la surveillance des travaux à faire à cette fin.

L'exercice 2013-2014 sera la troisième année visée par le plan stratégique de la CCAF-FCVI. Comme le président-directeur général Paul Lohnes le souligne dans son message, le Conseil assumera un rôle actif en surveillant les progrès de la direction dans l'élaboration d'un nouveau plan quinquennal et en participant au processus. C'est avec plaisir que j'envisage l'amorce de ce processus. J'ai bon espoir que, malgré le contexte budgétaire actuel et les défis connexes qu'il présente pour le financement de la CCAF-FCVI, le plan que le Conseil approuvera en 2014-2015 sera ambitieux, mais réalisable et qu'il répondra de façon équilibrée et judicieuse aux besoins et aux attentes de nos membres et de leurs parties prenantes.

Quand je quitterai la présidence en octobre 2013, après avoir passé huit ans au conseil d'administration, je le ferai en étant fier et satisfait de ce que la CCAF-FCVI aura accompli, surtout pendant les deux ans où j'aurai été président. Je continuerai à suivre et à soutenir le travail de cette organisation, et je tiens à remercier personnellement mes collègues du Conseil, l'équipe de la CCAF-FCVI et les parties prenantes avec qui j'ai eu le plaisir de collaborer au fil des années.

*Le président du conseil d'administration,*

  
**CHARLES-ANTOINE ST-JEAN, FCPA, FCA**

2012  
2013



# MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

## *Mettre en œuvre notre plan stratégique et envisager l'avenir*



La force de notre organisation réside dans la volonté qu'ont nos membres et les parties prenantes de soutenir ce que nous faisons pour accomplir notre mission : promouvoir l'efficacité de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement, au Canada et à l'étranger. Nos membres nous apportent des contributions vitales en argent, mais nous misons aussi sur leur généreux appui non financier pour mettre nos programmes à exécution tant au Canada qu'à l'étranger, dans les pays et les régions en développement. En effet, c'est grâce à la capacité de la CCAF-FCVI de servir de carrefour où une vaste collectivité de spécialistes de la surveillance et de l'audit de performance peuvent partager idées et concepts que sa force à titre d'entité indépendante de recherche et de formation devient manifeste.

Au cours de l'exercice terminé, nous avons continué à faire fond sur nos récentes réussites avec un enthousiasme renouvelé et une équipe renforcée. Pendant cette deuxième année de notre plan stratégique triennal, nous avons ajouté deux experts chevronnés à notre équipe de direction : **Yves Gauthier** et **John Reed**, l'un assure la vice-présidence des Programmes internationaux et l'autre, celle du secteur d'Audit de performance. Ils se joignent à **Nicole Wieczorek**, vice-présidente des Opérations et chef des services financiers, et à **Caroline Jorgensen**, directrice des Programmes internationaux, pour compléter une équipe de direction solide et expérimentée à la CCAF-FCVI. Les activités et les résultats décrits dans les sections qui suivent se passent de commentaires, mais j'attire ici l'attention sur certains points saillants :

- ◆ Nous avons continué à faire fond sur les possibilités de recherche, de formation et de renforcement des capacités pour les auditeurs de performance du secteur public et à produire des résultats à cet égard, et nous avons lancé d'importantes initiatives, y compris des projets de recherche appliquée sur l'audit de l'efficacité et des ajouts à notre bulletin *Vigie Audit* récemment refondu.
- ◆ Nous avons terminé notre très fructueux *Programme international d'aide destiné aux vérificateurs législatifs* qui a duré de 2007 à 2012. En septembre 2012, nous avons amorcé non seulement la première édition des bourses d'études octroyées dans le cadre du nouveau programme quinquennal, mais aussi la planification et la mise en œuvre de ce nouveau *Programme international d'aide à la surveillance législative*, doté d'un budget de 8,8 millions de dollars et s'échelonnant de 2012 à 2017. Tout comme les précédents, ce nouveau programme quinquennal est lui aussi financé par l'Agence canadienne de développement international, en vertu d'un accord de contribution signé en août 2012.
- ◆ Nous avons continué à soutenir les comités des comptes publics, y compris un certain nombre de nouveaux comités, dans leurs efforts de développement des capacités, en présentant des ateliers à leurs membres.
- ◆ Nous avons pris des mesures pour renforcer nos pratiques de gouvernance et de gestion, notamment nos méthodes de repérage et d'atténuation des risques, et nous avons rédigé de nouveaux règlements pour opérer, en 2014, la transition au régime établi par la nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Nos priorités pour l'exercice 2013-2014 consistent à gérer le risque dans le contexte budgétaire actuel; à renforcer et élargir notre base de financement; et à continuer de produire des livrables dans tous les domaines visés par nos objectifs stratégiques actuels.

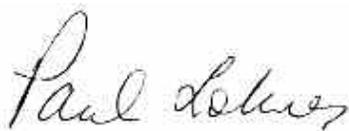
Afin de continuer dans la foulée de nos succès récents et de faire fond sur eux, nous misons sur le soutien financier et l'appui non financier continus de la part de nos membres et des parties prenantes, ainsi que sur notre capacité de concrétiser et d'enrichir la proposition de valeur que nous offrons en retour. En vertu de cette proposition, la CCAF-FCVI fournit des livrables bien précis à l'intention des membres, et elle poursuit son objectif-cadre axé sur l'intérêt public, à savoir contribuer à l'amélioration de l'audit et de la reddition de comptes dans le secteur public.

En 2013-2014, la CCAF-FCVI sollicitera l'aide des parties prenantes pour se doter d'un nouveau plan stratégique qui orientera son action. Mon équipe et moi consulterons l'ensemble des membres pour nous renseigner sur leurs besoins et obtenir leurs opinions, dont nous tiendrons soigneusement compte au moment d'élaborer les stratégies et les plans opérationnels en vue de l'avenir. Nous nous devons de répondre aux besoins et aux attentes de nos membres, de même que de toujours être conscients de nos engagements envers eux.

Afin d'engager le processus de planification stratégique, nous avons formé un groupe de travail composé de membres de la direction et du personnel. Nous avons aussi constitué, avec des parties prenantes clés, un groupe consultatif sur la planification stratégique qui offrira une rétroaction et fournira des conseils sur les questions stratégiques, les consultations et l'exécution globale du processus. Les avis judicieux de notre conseil d'administration, ainsi que la surveillance qu'il exerce, seront essentiels à la réussite de ce processus; des membres du Conseil siégeront en effet au groupe consultatif et apporteront aussi leur concours dans le contexte des discussions et des réunions plus vastes du Conseil.

À la CCAF-FCVI, nous avons été et continuerons d'être très actifs dans la poursuite de chacun de nos quatre objectifs stratégiques. Je suis convaincu que la CCAF-FCVI est en train de jeter les bases voulues pour demeurer un fournisseur de services novateur, appliqué et soucieux de développer des capacités durables pour les auditeurs et les organismes de surveillance du secteur public. Le soutien et les avis de notre conseil d'administration, en particulier ceux de notre président sortant, Charles-Antoine St-Jean, ont été indispensables à notre progression.

*Le président-directeur général,*



**PAUL LOHNES, CPA, CA**

2012  
2013



# CADRE STRATÉGIQUE DE LA CCAF-FCVI

## 2011-2014

### VISION ET MISSION

#### VISION

La CCAF-FCVI est reconnue pour son leadership, son expertise et ses innovations dans les domaines de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement. Ses produits et services sont largement appréciés, cités en exemple et utilisés par les auditeurs, les législateurs et d'autres agents publics, au Canada et à l'étranger.

#### MISSION

Favoriser la confiance à l'égard du secteur public en renforçant l'efficacité de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement. Pour y parvenir, la CCAF-FCVI propose aux auditeurs du secteur public et aux membres des comités de surveillance parlementaire des possibilités en matière de formation, de recherche et de développement des capacités, et elle les aide à collaborer avec les autres agents publics pour la mise en place d'un gouvernement responsable.

### OBJECTIFS STRATÉGIQUES

#### OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 1 – AUDIT DE PERFORMANCE

CRÉER ET MAINTENIR UN CENTRE D'EXCELLENCE AFIN DE SOUTENIR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'AUDIT DE PERFORMANCE.

#### OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 2 – SURVEILLANCE

AIDER LES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS ET LES AUTRES ORGANES DE SURVEILLANCE À EXAMINER LA GESTION DES FONDS PUBLICS.

#### OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 3 – PROGRAMME INTERNATIONAL

SOUTENIR LES EFFORTS CANADIENS ET INTERNATIONAUX AXÉS SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE (ISC) ET DE LA SURVEILLANCE PARLEMENTAIRE CONNEXE DANS LES RÉGIONS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT VISÉS.

#### OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 4 – GESTION D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

ACCÉDER À UN FINANCEMENT PLURIANNUEL DURABLE, RÉPONDRE EFFICACEMENT AUX BESOINS DE SES PARTIES PRENANTES, ET RENFORCER EN PERMANENCE SA GOUVERNANCE, SES PRATIQUES DE GESTION ET SA REDDITION DE COMPTES.



**FAITS**

**SAILLANTS**

# AUDIT DE PERFORMANCE

UN CENTRE D'EXCELLENCE À L'APPUI DES PRATIQUES D'AUDIT DE PERFORMANCE

## GRUPE CONSULTATIF SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN AUDIT DE PERFORMANCE (AU 30 JUIN 2013)

### PRÉSIDENT

**Paul Lohnes**  
Président-directeur général  
CCAF-FCVI

### MEMBRES

#### ALBERTA

**Maureen Debaji**  
Directrice principale, Audit des systèmes  
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

#### CANADA

**Louise Dubé**  
Directrice principale  
Bureau du vérificateur général du Canada

#### COLOMBIE-BRITANNIQUE

**Sheila Dodds**  
Vérificatrice générale adjointe, Audit de performance  
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

#### ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

**Barbara Waite**  
Directrice d'audit  
Bureau du vérificateur général de l'Île-du-Prince-Édouard

#### MANITOBA

**Sandra Cohen**  
Directrice des services d'audit de l'optimisation des ressources  
Bureau du vérificateur général du Manitoba

#### NOUVEAU-BRUNSWICK

**Eric Hopper**  
Directeur, Audit d'optimisation des ressources  
Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick

#### NOUVELLE-ÉCOSSE

**Terry Spicer**  
Vérificateur général adjoint  
Bureau du vérificateur général de la Nouvelle-Écosse

#### ONTARIO

**Gary Peall**  
Vérificateur général par intérim  
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

#### QUÉBEC

**Lucie Roy**  
Directrice des affaires stratégiques et  
des services-conseils en optimisation des ressources  
Vérificateur général du Québec

#### SASKATCHEWAN

**Mark Anderson**  
Directeur principal, Audit de performance  
Bureau du vérificateur provincial du Saskatchewan

#### TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

**Sandra Russell**  
Sous-vérificatrice générale  
Bureau du vérificateur général de Terre-Neuve-et-Labrador

### REPRÉSENTANT DE LA CCAF-FCVI

**John Reed**  
Vice-président, Audit de performance

### SECRÉTAIRE

**Julien Raynaud**  
Agent de projets, Audit de performance  
CCAF-FCVI

Depuis ses débuts en 1980, la CCAF-FCVI joue un rôle important lorsqu'il s'agit de formuler des concepts de pointe dans le domaine de l'audit de performance. Aussi appelé « vérification d'optimisation des ressources » ou « VOR », l'audit de performance a été un volet important de ce qu'on appelait la « vérification intégrée » à l'époque de la création de la CCAF-FCVI. Au cours des sept dernières années, nous avons renouvelé l'appui dirigé aux auditeurs de performance au Canada, en commençant par la refonte de notre programme de formation en 2007. Le [plan stratégique](#) actuel étaye davantage notre mission de favoriser le renforcement des capacités en matière d'audit de performance au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, nous nous sommes fixé l'objectif stratégique suivant :

*Créer et maintenir un centre d'excellence afin de soutenir le renforcement des capacités en matière d'audit de performance.*

Pour réaliser cet objectif, nous nous concentrons sur l'obtention de quatre résultats :

- 1.1 Communiquer en temps opportun aux auditeurs législatifs et autres auditeurs de performance l'information sur les normes et les pratiques.
- 1.2 Créer et tenir à jour un programme de formation et des outils sur l'audit de performance fondés sur les compétences définies et sur les besoins des clients.
- 1.3 Dispenser des cours pertinents et de haut niveau sur l'audit de performance.
- 1.4 Planifier et organiser des activités d'apprentissage et de collaboration pour les auditeurs de performance et les personnes avec lesquelles ils travaillent.

En 2012-2013, la CCAF-FCVI a continué à dispenser des cours et autres activités de haute gamme en matière de développement des capacités à l'intention des auditeurs de performance du Canada. En juillet 2012, nous avons renforcé notre capacité interne dans ce domaine en embauchant **John Reed** comme vice-président, Audit de performance. M. Reed est entré à la CCAF-FCVI grâce à une entente sur l'échange de cadres de direction conclue avec le Bureau du vérificateur général du Canada, où il occupe le poste de directeur principal depuis 1996. Le [Comité sur le développement des capacités au pays](#), qui relève du Conseil, assure la surveillance et l'orientation stratégique dans ce domaine.

## COMITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS AU PAYS (AU 31 MARS 2013)

- ◆ Jocelyne Therrien (présidente)
- ◆ Gilles Bédard
- ◆ Kevin Dancey
- ◆ Richard Kennedy
- ◆ Bonnie Lysyk
- ◆ Stuart Newton

### MEMBRE D'OFFICE

- ◆ Charles-Antoine St-Jean

\* Assure la surveillance des stratégies relatives à l'audit de performance et à la surveillance, que met en œuvre la CCAF-FCVI.

### OS 1 – AUDIT DE PERFORMANCE DÉPENSES TOTALES

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

#### PROGRAMMES ET SERVICES

396 631 \$

300 091 \$

#### FORMATION

147 398 \$

64 053 \$

# 1.1 COMMUNIQUER EN TEMPS OPPORTUN AUX AUDITEURS LÉGISLATIFS ET AUTRES AUDITEURS DE PERFORMANCE L'INFORMATION SUR LES NORMES ET LES PRATIQUES

## RÉALISATIONS DE 2012-2013

Nous avons continué à améliorer *Vigie Audit*, une ressource en ligne qui procure un accès rapide et facile aux rapports d'audit de performance et aux analyses des tendances publiés par 26 bureaux d'audit législatif au Canada et à l'étranger.



*Vigie Audit* comprend trois produits :

- ✦ **La base de données** – Elle contient des renvois à des milliers de rapports d'audit publiés depuis 2008 par 26 bureaux d'audit; et elle comporte une fonction de recherche par thème, mois ou année, sujet, objectif d'audit et par critère d'audit (nouvelle fonction ajoutée en 2012-2013). De nouveaux rapports sont versés dans la base de données tous les mois.
- ✦ **Le bulletin** – Publié tous les trimestres, le bulletin fournit des statistiques sur les rapports ajoutés à la base de données au cours des trois mois précédents. Au cours de l'exercice, nous avons simplifié ce bulletin pour procurer aux lecteurs un accès plus rapide aux renseignements dont ils ont besoin.
- ✦ **L'œil analytique** – Il s'agit d'un nouveau produit – une page Web – lancé en octobre 2012. Dans la première édition de cette page, nous avons cerné les cinq principales tendances observées dans les rapports d'audit de chaque catégorie de recherche de la base de données pour les exercices 2010-2011 et 2011-2012, et nous avons mis en évidence les thèmes au sujet desquels l'intérêt a augmenté le plus d'une année à l'autre.

2012  
2013



En plus des améliorations susmentionnées, nous avons mis à niveau la base de données pour en

#### ÉQUIPE DE PROJET CHARGÉE DU GUIDE SUR L'AUDIT DE L'EFFICIENCE (AU 30 JUIN 2013)

##### PRÉSIDENT

**John Reed**  
Vice-président, Audit de performance  
CCAF-FCVI

##### Mark Anderson

Directeur général, Questions stratégiques  
Bureau du vérificateur provincial de la Saskatchewan

##### Carmen Abela

Première vice-présidente du conseil d'administration  
Institut des auditeurs internes du Canada

##### Brian Bost

Associé, Services-conseils – Gestion des risques  
KPMG, s.r.l.

##### Yves Denis

Direction des affaires stratégiques et des services-conseils en  
optimisation des ressources, Le Vérificateur général du Québec

##### Richard Flageole

Associé de la CCAF-FCVI

##### Pierre Fréchette

Recherchiste, Audit de performance et Surveillance  
CCAF-FCVI

##### Malcolm Gaston

Vérificateur général adjoint, Audit de performance  
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

##### Shivani Harrypersad

Chargé de projet (intérimaire), Centre d'excellence en vérification  
Division de la vérification interne de l'Ontario  
Ministère des Finances

##### Lenka Jendrusiak

Chef (intérimaire), Centre d'excellence en vérification  
Division de la vérification interne de l'Ontario  
Ministère des Finances

##### Wendy Loschiuk

Vérificatrice générale adjointe  
Bureau du vérificateur général du Canada

##### Paul Lohnes

Président-directeur général  
CCAF-FCVI

##### Lloyd Mills

Directeur, Audit interne  
BMO Groupe financier

##### Elaine Morash

Associée de la CCAF-FCVI

##### Larry Munroe

Auditeur général  
Municipalité régionale de Halifax

##### Paul Nyquist

Directeur, Audit de performance  
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

##### Julien Raynaud

Agent de projets, Audit de performance  
CCAF-FCVI

##### Dale Shier

Directeur principal  
Bureau du vérificateur général du Canada

##### Gigi Yip

Chef, Vérification  
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

accroître la vitesse sensiblement et en raffiner la fonctionnalité. Aussi, certains rapports primés de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans les pays anglophones de ce continent (AFROSAI E) ont été ajoutés à la base de données.

Chaque fois que la CCAF-FCVI offre des cours ou présente une activité, elle fait la démonstration de *Vigie Audit* afin d'en promouvoir l'utilisation par les auditeurs. Cet outil s'avère particulièrement utile pendant les stades de la planification et de la rédaction du rapport d'audit de performance.

#### CIBLES POUR 2013-2014

Nous continuerons d'offrir la gamme de produits *Vigie Audit* en 2013-2014, tout en mettant la base de données en ligne à jour tous les mois, en diffusant quatre bulletins et en publiant deux éditions de

l'œil analytique. Nous comptons aussi élargir la portée de *Vigie Audit* en y incluant des rapports d'audit de performance diffusés publiquement par d'autres collectivités publiques et communautés.

Nous sommes enthousiasmés à l'idée de lancer un nouveau programme de recherche pour créer des outils sur les méthodes d'audit, soit une série de « guides sur les pratiques ». Ces guides orienteront l'évolution continue de nos cours sur l'audit de performance et porteront sur tout un éventail de domaines. Le premier guide portera sur l'audit de l'efficacité, et nous envisageons sa publication au cours de l'exercice 2013-2014, après qu'il aura fait l'objet d'un exposé-sondage. Cette publication sera suivie de la mise au point de matériel de formation connexe. Pour l'élaboration de ce premier guide sur l'audit de l'efficacité, nous bénéficions grandement des conseils et opinions d'une équipe de projet diversifiée d'experts dirigée par **John Reed**.

## 1.2 CRÉER ET TENIR À JOUR UN PROGRAMME DE FORMATION ET DES OUTILS SUR L'AUDIT DE PERFORMANCE FONDÉS SUR LES COMPÉTENCES DÉFINIES ET SUR LES BESOINS DES CLIENTS

#### RÉALISATIONS DE 2012-2013

Nous avons continué de collaborer avec le Réseau d'apprentissage en audit (soit le *Audit Learning Network*) du Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique, tout en poursuivant le travail pour combiner nos documents pédagogiques aux siens et pour procurer aux participants, dans le cadre de certains de nos cours, l'accès à des moyens de préparation à l'apprentissage et à d'autres

ressources pour faire complément à la formation donnée en classe. Chaque fois que nous présentons un cours de la CCAF-FCVI, nous profitons de l'occasion pour en adapter la matière et les méthodes d'enseignement à la lumière des commentaires des participants. Avec l'arrivée des nouveaux membres de la direction et du personnel dans ce secteur d'activité, nous avons surtout cherché à dialoguer avec nos clients et à présenter nos cours de manière à satisfaire à la nouvelle demande (voir la section 1.3).

### CIBLES POUR 2013-2014

À la CCAF-FCVI, nous continuerons à examiner les produits pour nous assurer que les auditeurs de performance aient accès à des cours et des outils de haute qualité en matière de développement des capacités.

Afin de mettre à jour les cours, nous organiserons un atelier avec les membres de notre personnel responsable de la formation et avec nos collaborateurs clés qui nous aident à présenter ces cours, et nous inviterons le bureau d'audit législatif du Canada et d'autres membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) à participer à cette rencontre. Le but visé consiste à examiner et mettre à jour le contenu des cours pour nous assurer que celui-ci répond toujours aux besoins compte tenu du contexte actuel; à trouver de nouveaux thèmes et offrir de nouveaux cours; et à ajouter de nouvelles méthodes d'enseignement.

À mesure que le Réseau d'apprentissage en audit prendra de la maturité, nous collaborerons avec le bureau d'audit de la C.-B. et le CCVL pour mettre la documentation à la disposition des participants à nos cours, de manière à leur procurer d'autres ressources qui enrichiront leur perfectionnement professionnel.

De plus, nous planifions effectuer une évaluation des besoins en matière de formation auprès de nos clients pour nous assurer que les produits mis au point correspondent aux besoins des collectivités que nous servons.

2012  
2013

## 1.3 DISPENSER DES COURS PERTINENTS ET DE HAUT NIVEAU SUR L'AUDIT DE PERFORMANCE

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

À la CCAF-FCVI, nous avons continué d'offrir des cours de haute qualité pour contribuer au perfectionnement professionnel des auditeurs de performance. En tout, nous avons organisé treize présentations au pays, soit trois du cours *Principes de base de l'audit de performance (optimisation des ressources), Niveau 1*; neuf du cours *Audit de performance (optimisation des ressources), Niveau II*; et une du cours *Collecte et analyse des éléments probants dans le cadre de l'audit de performance*. L'objectif



PARTICIPANTS AU COURS *AUDIT DE PERFORMANCE (OPTIMISATION DES RESSOURCES)* – NIVEAU II, OFFERT À ST. JOHN'S (T.-N.L.) EN JUILLET 2012

### COURS EN AUDIT DE PERFORMANCE – UN APERÇU

- Principes de base de l'audit de performance (optimisation des ressources) Niveau I – Ce cours (aussi appelé VOR I) procure aux nouveaux auditeurs une introduction aux normes et aux méthodes d'audit de performance.
- Audit de performance (optimisation des ressources) – Niveau II – Ce cours (aussi appelé VOR II) s'adresse aux auditeurs expérimentés et aux superviseurs d'audit; il porte sur l'amélioration de l'impact des audits de performance, le respect des normes et l'exercice d'un solide jugement professionnel.
- Collecte et analyse des éléments probants dans le cadre de l'audit de performance – On explique en détail ce qui constitue des éléments probants suffisants et appropriés, et on donne des instructions sur la collecte de ces éléments et sur les techniques d'analyse.
- Rédaction de rapports d'audit – On enseigne aux participants à organiser et à présenter les constatations de leur audit de manière à rédiger un rapport qui aura le plus fort impact et la meilleure lisibilité possibles.

qui était d'offrir neuf présentations durant l'exercice a été dépassé en raison de la demande accrue de la part des auditeurs tant législatifs qu'internes. Cela dit, la CCAF-FCVI a formé 241 participants, et depuis 2007, elle a offert 47 cours à 888 participants.

Les cours ont été donnés conjointement par **John Reed** et divers associés de la CCAF-FCVI, y compris des auditeurs de performance nouvellement engagés après avoir pris leur retraite du bureau d'audit du Canada et de celui de la Nouvelle-Écosse. Dans l'ensemble, ces cours ont suscité des commentaires élogieux, 92,7 % des participants leur ayant attribué une cote favorable. Les bureaux bénéficiaires nous ont aussi adressé d'excellentes évaluations après les cours. Un participant ayant assisté à une des présentations récentes de notre cours *VOR I* a déclaré : « J'estime être maintenant mieux à même de faire mon travail. » Et un autre

participant, inscrit au cours *VOR II*, a dit : « Ce cours était bien adapté au travail que nous effectuons... tout en étant suffisamment générique pour nous donner une idée de ce qui pourrait se présenter dans l'avenir. »

### CIBLES POUR 2013-2014

La CCAF-FCVI offrira des cours mis à jour en 2013-2014 afin de répondre aux exigences des vérificateurs législatifs et d'autres qui exécutent des audits de performance. À mesure que le projet de l'ALN prendra de la maturité, nous alignerons nos classes sur la matière et les ressources qu'il offre en ligne.

## 1.4 PLANIFIER ET ORGANISER DES ACTIVITÉS D'APPRENTISSAGE ET DE COLLABORATION POUR LES AUDITEURS DE PERFORMANCE ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES ILS TRAVAILLENT

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

Les activités d'apprentissage et de collaboration procurent aux auditeurs d'importantes occasions d'échanger sur des connaissances et des expériences, d'établir des réseaux et d'amorcer un dialogue sur des questions d'intérêt mutuel. Depuis sa création, la CCAF-FCVI organise des activités fructueuses dans le cadre desquelles les membres et d'autres parties prenantes échangent librement sur des expériences et des idées.

Sous la direction de **Nicole Wieczorek**, la CCAF-FCVI a participé activement à la planification et à la présentation du Symposium annuel du CCVL sur l'audit de performance tenu en avril 2012 à Toronto. En effet, en faisant partie du Comité de surveillance du CCVL sur la formation, nous avons fourni des idées pour le programme du symposium. Nous avons aussi dirigé la préparation d'une séance d'échange entre collègues et présenté une séance d'information sur *Vigie Audit*. Ces séances ont été

fort appréciées par les participants : lors du sondage mené après les activités, 98 % et 88 % des répondants, respectivement, ont attribué des cotes globales favorables à l'échange entre collègues et à la séance sur *Vigie Audit*. Dans l'ensemble, le Symposium a été très favorablement accueilli, près de 98 % des répondants du sondage lui ayant accordé des cotes positives. Nous avons dressé un compte rendu sommaire des discussions, pour remettre ainsi aux participants un important « aide mémoire ».

Quant à l'édition d'avril 2013 du Symposium sur l'audit de performance, **John Reed** a collaboré avec le Comité de surveillance du CCVL sur la formation pour l'aider à planifier le programme et les séances.

**Nicole Wieczorek** collabore avec le [Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public \(CCVISP\)](#) depuis sa création, en 2002. Elle aide ce Conseil à présenter son forum national annuel, en faisant des recherches pour lui et en lui fournissant d'autres formes de soutien. Le CCVISP a pour but de réunir les directeurs principaux de l'audit des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour discuter et débattre d'importantes questions et tendances et pour définir des domaines de collaboration.



LES MEMBRES DU CCVISP AU FORUM DE 2012

Le Bureau du contrôleur général du Canada a été l'hôte du 10<sup>e</sup> Forum annuel, qui s'est déroulé à Ottawa du 9 au 12 septembre 2012. Ayant pour thème la « *Transformation de l'audit interne – Répondre aux défis et aux occasions* », le forum a été co-animé par **Anthea English**, membre du CCVISP et sous-contrôleure générale adjointe du Canada – Vérification interne, avec l'aide de **Richard Kennedy**, chef de l'audit interne et sous-ministre adjoint au ministère des Finances de l'Ontario, et de **Paul Lohnes**, président-directeur général de la CCAF-FCVI. Pendant les trois jours de cette rencontre, les participants ont tenu des discussions intéressantes et animées sur des thèmes tels que les indicateurs et la gestion de la performance, les comités d'audit, la gouvernance et la gestion des risques. La CCAF-FCVI et le CCVISP ont été heureux d'accueillir des invités spéciaux, y compris les vérificateurs généraux du Canada et de l'Ontario.



L'ancien contrôleur général adjoint du Canada **Brian Aiken** reçoit la deuxième édition du *Prix annuel en commémoration de David Moynagh*, en reconnaissance de sa contribution, ainsi que du soutien qu'il a accordé, à la communauté d'auditeurs internes du Canada.

<sup>1</sup>W. David Moynagh (1949-2011) a été directeur général, Politiques et pratiques professionnelles, secteur de l'audit interne au Bureau du contrôleur général du Canada, Secrétariat du Conseil du Trésor. Il a également occupé pendant longtemps le poste de directeur de la recherche à la CCAF-FCVI. Il a joué un rôle décisif dans la création et le développement du CCVISP.



Nous tenons à remercier **Tim Flaherty**, directeur principal, Politique et pratiques professionnelles, Secteur de la vérification interne, au Bureau du contrôleur général, du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, pour son importante contribution à l'élaboration du programme et du contenu du Forum. M. Flaherty a siégé à l'équipe de l'hôte chargée de l'organisation du Forum.

**LE CONSEIL CANADIEN DES VÉRIFICATEURS INTERNES DU SECTEUR PUBLIC (CCVISP)  
(AU 31 MARS 2013)**

**Chris Brown**  
Sous-ministre adjoint  
Audit interne et services-conseils, ministère des Finances  
Gouvernement de la Colombie-Britannique

**Ted Doane**  
Directeur exécutif, Audit interne  
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse

**Anthea English**  
Sous-contrôleur général adjoint, Vérification interne  
Bureau du contrôleur général du Canada  
Conseil du Trésor du Canada, Secrétariat

**Francine Asselin**  
Directrice, Vérification interne  
Ministère de la justice du Québec

**John Gunter**  
Directeur, Service d'audit de l'administration publique  
Gouvernement du Territoire du Yukon

**Jane Holatko**  
Directrice, Audit interne et services de consultation  
Ministère des Finances du Manitoba

**Richard Kennedy**  
Chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances de l'Ontario

**Paul Lohnes**  
Président et directeur-général  
CCAF-FCVI

**David Nowlan**  
Directeur  
Audit interne et services de consultation  
Bureau du contrôleur du Nouveau-Brunswick

**Brian O'Neill**  
Directeur  
Division des services professionnels et d'audit interne  
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador

**Bob Shahi**  
Directeur  
Bureau d'audit interne, ministère des Finances  
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

**Dan Stadlwieser**  
Directeur principal de l'audit  
Services intégrés d'audit  
Ministère du Conseil du Trésor de l'Alberta

**Grace Wilk**  
Directrice principale de l'audit  
Direction des services de vérification interne  
Ministère des Finances, Nunavut

**SECRÉTAIRE DU CONSEIL**

**Nicole Wieczorek**  
Vice-présidente des opérations et  
chef des services financiers  
CCAF-FCVI

**CIBLES POUR 2013-2014**

La CCAF-FCVI a travaillé avec le Comité de surveillance du CCVL sur la formation pour planifier et mettre sur pied l'édition 2013 du Symposium sur l'audit de performance. En plus d'avoir aidé à présenter la séance d'échange entre collègues, elle dresse le compte rendu du symposium. Ensuite, elle aidera le CCVL à planifier son édition de 2014.

La CCAF-FCVI collabore de nouveau avec le CCVISP pour l'organisation et la présentation de son 11<sup>e</sup> Forum annuel, qui se tiendra à Edmonton, en septembre 2013. **Dan Stadlwieser**, directeur principal de l'audit aux Services intégrés d'audit interne du Conseil du Trésor et du ministère des Finances de l'Alberta, sera l'hôte de l'édition 2013 du forum. Mentionnons que les discussions sur le thème et sur l'axe des délibérations sont en cours.



**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS  
– AUDIT DE PERFORMANCE**

Résultats prévus	Cibles pour 2012-2013		Résultats pour 2012-2013
1.1 Communiquer en temps opportun aux auditeurs législatifs et autres auditeurs de performance l'information sur les normes et les pratiques.	1) Mettre à jour tous les mois la base de données de <i>Vigie Audit</i> .	Fait	La base de données a été mise à jour tous les mois; 1 133 utilisateurs différents y ont accédé en 2012-2013.
	2) Améliorer la fonctionnalité de la base de données et ajouter une fonction de recherche par critère d'audit.	Fait	Mise à niveau de l'aspect présentation et de la convivialité de la base de données; amélioration de la fonction de recherche et de la vitesse; ajout de la fonction de recherche par critère d'audit.
	3) Accroître le nombre de collectivités publiques faisant l'objet du balayage par <i>Vigie Audit</i> .	Fait en partie	Certains rapports de l'AFROSAI-E sont maintenant inclus dans <i>Vigie Audit</i> .
	4) Publier quatre numéros du Bulletin.	Fait	Publication de quatre numéros du Bulletin.
	5) Fournir des analyses sur les tendances et les pratiques en matière d'audit de performance.	Fait	Mise au point de la page L'œil analytique, désormais accessible dans le site Web de la CCAF-FCVI; 422 utilisateurs différents entre oct. 2012 et mars 2013.
1.2 Créer et tenir à jour un programme de formation et des outils sur l'audit de performance fondés sur les compétences définies et sur les besoins des clients.	1) Intégrer les documents de préparation à l'apprentissage et d'autres ressources du Réseau d'apprentissage en audit dans la présentation des cours.	Fait	Les participants aux cours VOR I et II ont eu accès à certains documents de préparation à l'apprentissage du Réseau.
	2) Examiner et mettre à jour le contenu des cours en fonction des commentaires reçus.	Fait	Examen et mise à jour de la matière, après chaque cours, le cas échéant.
1.3 Dispenser des cours pertinents et de haut niveau sur l'audit de performance.	1) Offrir 9 présentations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• VOR I – 6 prés.</li> <li>• VOR II – 2 prés.</li> <li>• Él. prob. – 1 prés.</li> </ul>	Répondu à une demande accrue	Offert 13 présentations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• VOR I – 3 prés.; VOR II – 9 prés.; Él. prob. – 1 prés.</li> <li>• N<sup>bre</sup> total de participants – 241</li> </ul> Évaluation positive globale du cours – 92,7 %
1.4 Planifier et organiser des activités d'apprentissage et de collaboration pour les auditeurs de performance et les personnes avec lesquelles ils travaillent.	1) Appuyer la présentation du Symposium sur l'audit de performance.	Fait	Présentation du Symposium sur l'audit de performance de 2012. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation positive – 98 %</li> <li>• Évaluation positive de la séance d'échange entre collègues – 98 %</li> <li>• Évaluation positive de la séance sur <i>Vigie Audit</i></li> </ul>
	2) Appuyer la présentation du Forum annuel du CCVISP.	Fait	Présentation réussie de l'édition 2012 du Forum du CCVISP.

2012  
2013



# SURVEILLANCE

AIDER LES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS ET LES AUTRES ORGANISMES DE SURVEILLANCE

Depuis sa création en 1980, la CCAF-FCVI favorise l'évolution d'une surveillance efficace des activités gouvernementales grâce à son travail avec les comités des comptes publics (CCP) et avec leurs membres. Dès 2006, elle met au point et présente toute une série d'ateliers, d'outils et de guides à l'intention des CCP, y compris la version mise à jour du [Guide visant le renforcement des comités des comptes publics \(2010\)](#). Ce guide fait partie d'une trousse de publications décrivant les 12 attributs d'un comité des comptes publics efficace que la CCAF-FCVI a définis au cours de ses travaux de recherche.

Conformément à l'énoncé de mission et à la vision de la CCAF-FCVI, nous continuons à soutenir les CCP et d'autres organismes de surveillance en offrant de la formation, en effectuant des recherches et en favorisant le développement des capacités.

À cet égard, nous nous sommes fixé l'objectif stratégique suivant :

**Aider les comités des comptes publics et les autres organes de surveillance à examiner la gestion des fonds publics.**

Pour réaliser cet objectif, nous nous concentrons sur l'obtention de trois résultats :

- 2.1 **Élaborer des ateliers, des cours et des outils pour soutenir le renforcement des comités des comptes publics et des organismes de surveillance.**
- 2.2 **Dispenser cette aide de manière efficace et en tenant compte des besoins locaux.**
- 2.3 **Organiser des activités de haut niveau d'échange d'information qui rassemblent des agents publics chargés de la surveillance des activités du gouvernement venant de tout le Canada.**

Dans le travail que nous effectuons à la CCAF-FCVI pour soutenir les CCP au Canada, nous sommes guidés par les conseils du Groupe consultatif sur la surveillance, lequel est composé des présidents de CCP et de membres du personnel

de plusieurs assemblées législatives au Canada. Ce groupe nous fournit opinions et conseils sur nos plans de formation, de recherche et de développement des capacités dans ce secteur d'activité. Quant au Comité de développement des capacités au pays – qui relève du Conseil d'administration –, il est chargé de la surveillance et de l'orientation stratégique du travail que nous effectuons à cet égard. Et ce sont l'associé **Geoff Dubrow** et le président-directeur général de la CCAF-FCVI **Paul Lohnes** qui assurent la direction et la mise en œuvre des programmes portant sur la surveillance.

## GRUPE CONSULTATIF SUR LA SURVEILLANCE (AU 31 MARS 2013)

### PRÉSIDENT

**Paul Lohnes**  
Président-directeur général  
CCAF-FCVI

### DÉPUTÉS

**ROB ANDERSON, député provincial – Airdrie**  
Président, Comité permanent des comptes publics  
Assemblée législative de l'Alberta

**DAVID CHRISTOPHERSON, député fédéral – Hamilton centre**  
Président, Comité permanent des comptes publics  
Chambre des communes

**RON ELLIOTT, député provincial – Grise Fiord, Resolute Bay, Arctic Bay**  
Président, Comité permanent sur la surveillance des activités du gouvernement  
Assemblée législative du Nunavut

**YVON MARCOUX, député provincial – Vaudreuil**  
Président, Comité de l'Administration publique  
Assemblée nationale du Québec

**TRENT WOTHERSPOON, député provincial – Regina Rosemont**  
Président, Comité permanent des comptes publics  
Assemblée législative de la Saskatchewan

### PERSONNEL LÉGISLATIF

**CRAIG JAMES**  
Greffier, Assemblée législative de la Colombie-Britannique,  
et directeur général, Conseil canadien des comités des comptes publics

### SECRÉTAIRE

**Geoff Dubrow**  
Associé de la CCAF-FCVI

## COMITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS AU PAYS (AU 31 MARS 2013)

- ◆ *Jocelyne Therrien (présidente)*
- ◆ *Gilles Bédard*
- ◆ *Kevin Dancey*
- ◆ *Richard Kennedy*
- ◆ *Bonnie Lysyk*
- ◆ *Stuart Newton*

### MEMBRE D'OFFICE

- ◆ *Charles-Antoine St-Jean*

\* Assure la surveillance des stratégies relatives à l'audit de performance et à la surveillance, que met en œuvre la CCAF-FCVI.

OS 1 – SURVEILLANCE DÉPENSES TOTALES	EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013	EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012
PROGRAMMES ET SERVICES	161 441 \$	202 556 \$

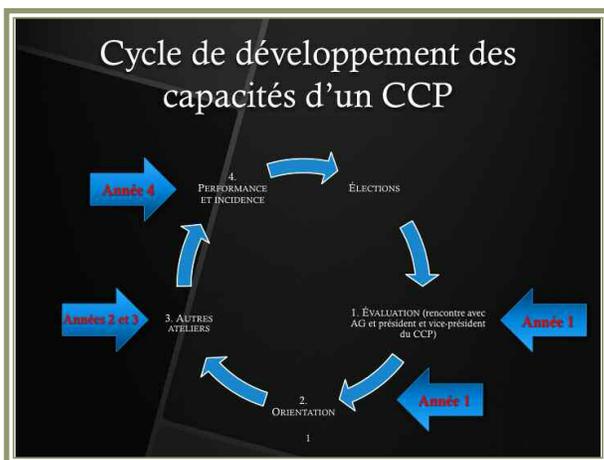
## 2.1 ÉLABORER DES ATELIERS, DES COURS ET DES OUTILS POUR SOUTENIR LE RENFORCEMENT DES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS ET DES ORGANISMES DE SURVEILLANCE

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

Dans notre travail pour aider les CCP à développer leurs capacités, nous cherchons d'abord à évaluer la situation de chacun pour arriver ainsi à lui fournir un soutien adapté à ses besoins et à son contexte. À l'étranger, le modèle d'évaluation des capacités mis au point par la CCAF-FCVI sert à cerner les

besoins de formation des CCP afin d'en renforcer les capacités et d'en améliorer l'efficacité. Et au Canada, nous offrons aux CCP nouvellement formés un atelier d'orientation qui porte sur un éventail de thèmes tirés de l'ouvrage *Les attributs d'un comité des comptes publics efficace*. Le cas échéant, nous offrons des ateliers thématiques qui abordent en profondeur des domaines bien précis.

En 2012-2013, nous avons ajouté à notre série de livrables un atelier intitulé « Prendre des mesures correctives : Recommandations et suivi » (titre provisoire). Cet atelier fournit aux membres des CCP des conseils sur la formulation des recommandations, sur la publication des rapports et sur le suivi à assurer auprès des



entités auditées, et ce, afin de veiller à ce que les recommandations soient mises en œuvre et que des mesures correctives appropriées soient adoptées.

### CIBLES POUR 2013-2014

Nous ferons fond sur nos ateliers existants, en plus de réexaminer les besoins actuels des CCP. Dès le début de l'exercice 2013-2014, nous menons une enquête sur les tendances manifestes dans les CCP au Canada afin d'évaluer la progression du développement des capacités de ces comités. Les résultats de cette enquête feront l'objet d'un rapport que nous publierons en vue de la tenue de la conférence conjointe annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) qui aura lieu en août 2013. Ces données seront

#### ATELIERS DISPONIBLES POUR CCP

- Orientation
- Interrogation efficace des témoins
- Formation du personnel du CCP
- Performance et incidence
- Prendre des mesures correctives : Recommandations et suivi (Nouveau!)

2012  
2013



utilisées non seulement à cette conférence, mais aussi dans les séances d'orientation et autres ateliers que nous organiserons durant l'année, et ce, afin de sensibiliser les participants aux tendances et aux pratiques exemplaires ayant cours au sein des CCP au Canada.

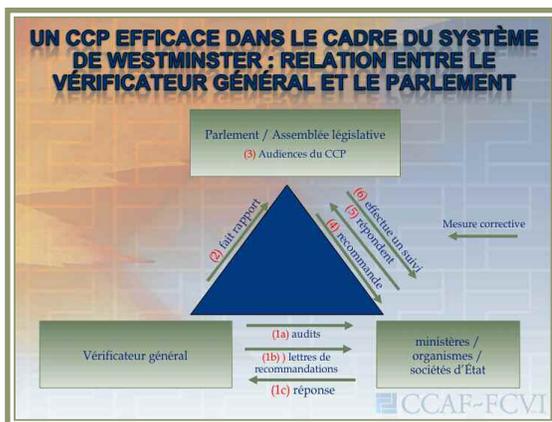
En collaboration avec le CCVL et notre Groupe consultatif sur la surveillance, nous préparerons un atelier sur la relation entre le CCP et l'auditeur législatif.

## 2.2 DISPENSER CETTE AIDE DE MANIÈRE EFFICACE ET EN TENANT COMPTE DES BESOINS LOCAUX

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

Nos ateliers d'orientation et ateliers thématiques ont maintenant été présentés aux CCP de neuf provinces et à celui de la Chambre des communes. Après plusieurs élections provinciales et

territoriales qui ont eu lieu en 2011 et 2012, nous nous sommes concentrés sur la présentation de notre atelier d'orientation aux CCP nouvellement formés : au Nouveau Brunswick (janvier 2012), au Manitoba (février 2012), en Alberta (septembre 2012), à Terre-Neuve-et-Labrador (novembre 2012) et au Québec (mars 2013). De plus, à titre de suivi de l'atelier d'orientation donné en 2010 au CCP de la Nouvelle-Écosse, nous avons présenté un atelier sur l'interrogation efficace en janvier 2013. Cet atelier thématique porte sur les techniques d'interrogation efficace des témoins comparaisant devant le comité; notons que cette question a été soulevée à maintes reprises dans nos sondages auprès des membres des CCP comme première priorité pour améliorer les audiences sur les rapports de l'auditeur législatif. Les ateliers ont été très



bien reçus par les participants, dont 92,5 % leur ont accordé une cote positive.

### CIBLES POUR 2013-2014

Nous comptons offrir jusqu'à six ateliers d'orientation et ateliers thématiques au Canada en 2013-2014. Comme la série d'ateliers a grandi et que ceux-ci abordent désormais toute une gamme de thèmes avec lesquels doivent composer les CCP, la CCAF-FCVI peut facilement adapter ses efforts de développement des capacités aux besoins de chacune des parties prenantes concernées – les bureaux d'audit législatif et les CCP.

## 2.3 ORGANISER DES ACTIVITÉS DE HAUT NIVEAU D'ÉCHANGE D'INFORMATION QUI RASSEMBLENT DES AGENTS PUBLICS CHARGÉS DE LA SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DU GOUVERNEMENT VENANT DE TOUT LE CANADA

### RÉALISATIONS DE 2012-2013



Chaque année, la CCAF-FCVI joue un rôle clé en aidant le CCCCP et le CCVL à préparer, organiser et présenter leur conférence annuelle.

Le Groupe consultatif de la CCAF-FCVI sur la surveillance est une importante tribune où les membres du CCP et de la collectivité publique qui sont les co-hôtes de la conférence puissent discuter des éléments à inscrire au programme et choisir le thème de la conférence.



Conseil canadien des comités des comptes publics

Voici le thème de l'édition 2012 de cette conférence tenue en août à Iqaluit, au Nunavut : *Stratégie et pratiques exemplaires en période de transition*. La CCAF-FCVI a présidé et animé plusieurs séances, dont deux au cours desquelles un système de votation interactif a servi à sonder les participants sur leurs opinions au sujet de questions liées à l'efficacité des CCP. Les résultats de ces délibérations ont été résumés et publiés dans le [Synopsis](#) de la conférence.

2012  
2013

### CIBLES POUR 2013-2014

La CCAF-FCVI continuera d'appuyer le CCCCP et le CCVL en les aidant à dresser le programme de l'édition 2013 de cette conférence conjointe devant se tenir en août à Regina, en Saskatchewan, et à organiser des séances dans ce contexte. Le Groupe consultatif de la CCAF-FCVI sur la surveillance s'est réuni en février 2013 et a collaboré avec le CCP et la Vérificatrice provinciale de la Saskatchewan – qui agissent comme hôtes de la conférence – afin d'élaborer le programme. Comme nous l'avons signalé à la page 20, la CCAF-FCVI présentera à cette conférence un rapport sur les résultats d'une nouvelle enquête menée auprès des CCP au Canada.



**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS  
– SURVEILLANCE**

Résultats prévus	Cibles pour 2012-2013		Résultats pour 2012-2013
2.1 Élaborer des ateliers, des cours et des outils pour soutenir le renforcement des comités des comptes publics et des organismes de surveillance.	1) Élaborer deux ateliers thématiques pour les CCP.	<i>Fait en partie</i>	Élaboration de un atelier – Prendre des mesures correctives.
	2) Mener une enquête sur les tendances au sein des CCP au Canada – Rapport à paraître au cours du 2 <sup>e</sup> trimestre de 2013-2014, avant la tenue de la conférence du CCCCP et du CCVL de 2013.	<i>Sur la bonne voie</i>	Enquête en cours. Publication du rapport prévu pour le 2 <sup>e</sup> trimestre de 2013-2014.
2.2 Dispenser cette aide de manière efficace et en tenant compte des besoins locaux.	1) Présenter cinq ateliers à des CCP dans diverses régions du Canada.	<i>Répondu à la demande</i>	Présentation de quatre ateliers : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alberta – Orientation</li> <li>• Terre-Neuve-et-Labrador – Orientation</li> <li>• Nouvelle-Écosse – Interrogation efficace des témoins</li> <li>• Québec – Orientation</li> </ul> Évaluation globale positive de l'atelier – 92,5 %.
2.3 Organiser des activités de haut niveau d'échange d'information qui rassemblent des agents publics chargés de la surveillance des activités du gouvernement venant de tout le Canada.	1) Aider à planifier et à présenter la conférence annuelle du CCCCP et du CCVL.	<i>Fait</i>	Présentation réussie de la conférence du CCCCP et du CCVL <ul style="list-style-type: none"> <li>• La CCAF-FCVI a dirigé quatre séances à la conférence; ces séances ont toutes été évaluées positivement de la part des participants.</li> </ul>
	2) Rédiger et publier le synopsis de la conférence.	<i>Fait</i>	Publication du synopsis.

# INTERNATIONAL

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ISC ET DE LA SURVEILLANCE PARLEMENTAIRE CONNEXE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Par son Programme international, la CCAF-FCVI contribue à améliorer la transparence, l'efficacité et la reddition de comptes dans le contexte de la gestion des ressources publiques, ce qui aide à stimuler le développement international.

Pour assurer cette contribution, nous nous sommes fixé l'objectif stratégique suivant :

### **GROUPE CONSULTATIF SUR LE PROGRAMME INTERNATIONAL (AU 31 MARS 2013)**

#### **PRÉSIDENT**

**Paul Lohnes**

Président-directeur général  
CCAF-FCVI

#### **MEMBRES**

**Magnus Borge**

Directeur général  
Initiative de développement d'INTOSAI

**Richard Flageole**

Associé de la CCAF-FCVI

**Malcolm Gaston**

Vérificateur général adjoint, Audit de la performance  
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

**Yves Gauthier**

Vice-président, Programmes internationaux  
CCAF-FCVI

**Adriel Gionet**

Directeur, Relations internationales  
Bureau du vérificateur général du Canada

**Einar Gorrissen**

Vice-directeur général, Secrétariat et relations avec les parties prenantes  
Initiative de développement d'INTOSAI

**Caroline Jorgensen**

Directrice, Programmes internationaux  
CCAF-FCVI

**Jacques Lapointe**

Vérificateur général de la Nouvelle-Écosse

**Julie Parent**

Directrice, Services-conseils en optimisation des ressources  
Le Vérificateur général du Québec

**Hoa Quach**

Directeur principal  
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

**John Reed**

Vice-président, Audit de performance  
CCAF-FCVI

**Jim Sylph**

Directeur général  
Fédération internationale des experts-comptables

#### **OBSERVATRICE : GESTION DE PROJET – ACDI**

**Kimberly Heuckroth**

Conseillère, Projet de développement international  
Agence canadienne de développement international

*Soutenir les efforts canadiens et internationaux axés sur le renforcement des capacités des institutions supérieures de contrôle (ISC) et de la surveillance parlementaire connexe dans les régions et pays en développement visés.*

Et pour réaliser cet objectif, nous nous concentrons sur l'obtention de trois résultats :

- 3.1. Améliorer la capacité des ISC des pays visés et rehausser leur efficacité à réaliser des audits de performance.
- 3.2. Accroître le leadership des comités des comptes publics (CCP) et améliorer leur capacité à examiner les rapports des ISC et à appuyer la mise en œuvre des recommandations connexes.
- 3.3. Renforcer la coordination et l'harmonisation des activités, ainsi que le partage du savoir, avec les donateurs, les ISC et les organisations régionales de celles-ci.

Dans l'exécution du Programme international, nous tirons parti des travaux qu'effectue la CCAF-FCVI dans les domaines de l'audit de performance et de la surveillance. La CCAF-FCVI s'associe à des experts de toutes les régions du Canada, y compris les bureaux d'audit législatif du Canada, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de la Saskatchewan, de la Nouvelle-Écosse et du Québec. Cela dit, les participants étrangers ont grandement bénéficié de ces contributions.

Les partenaires du Programme et les parties prenantes internationales forment le Groupe consultatif de la CCAF-FCVI sur le Programme international qui fournit des conseils sur la portée, l'orientation et l'axe principal des sous-programmes. [Le Comité sur le développement des capacités à l'étranger](#), qui relève de notre conseil d'administration, assure la surveillance de nos stratégies et activités internationales.

2012  
2013



L'exercice 2012-2013 a été enthousiasmant en ce que nous avons terminé un programme quinquennal en octobre et en avons amorcé un autre en août. Mentionnons que l'ancien et le nouveau programmes sont tous deux financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). En vertu du nouveau programme, qui durera jusqu'au 31 décembre 2017, l'ACDI affectera 8,8 M\$ au développement des capacités, en mettant l'accent sur quatre pays – le Cameroun, le Ghana, la Tanzanie et le Vietnam, et sur leurs associations régionales membres de l'INTOSAI. En collaborant avec d'autres donateurs et partenaires au sein des entités membres de l'INTOSAI, nous espérons continuer à soutenir des pays et des régions, en particulier nos partenaires du Bénin, du Mali, du Kenya et des Caraïbes, qui ne sont plus admissibles à un appui direct dans le cadre du nouveau programme.

**COMITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS À L'ÉTRANGER (AU 31 MARS 2013)**

- ✦ Jacques Lapointe (président)
- ✦ Gilles Bédard
- ✦ Carol Devenny
- ✦ Bonnie Lysyk
- ✦ Jocelyne Therrien

**MEMBRE D'OFFICE**

- ✦ Charles-Antoine St-Jean

OS 3 – PROGRAMME INTERNATIONAL DÉPENSES TOTALES	EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013	EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012
DÉPENSES	1 552 749 \$	1 589 125 \$

### 3.1 AMÉLIORER LA CAPACITÉ DES ISC DES PAYS VISÉS ET REHAUSSER LEUR EFFICACITÉ À RÉALISER DES AUDITS DE PERFORMANCE

#### RÉALISATIONS DE 2012-2013

**Bourses d'études** – Grâce à la collaboration des bureaux d'audit législatif du Canada, de l'Alberta et du Québec, nous avons clôturé une autre excellente année de stages d'études en mai 2012, avec la remise des diplômes aux membres de la dernière promotion du Programme international 2007-2012. Chacun de ces huit boursiers diplômés avait été affecté à une équipe d'audit dans un des bureaux d'audit susmentionnés. En septembre 2012, nous avons accueilli quatre nouveaux boursiers en vue de leur stage au Bureau du vérificateur général du Canada pour l'édition 2012-2013 du programme de bourses.



À gauche : Les boursiers de la promotion 2011-2012 – représentant le Belize, la Sainte-Lucie, la Tanzanie, le Kenya, le Cameroun et le Bénin – lors de la remise des diplômes avec le vérificateur général Michael Ferguson. Droite : Les boursiers de 2012-2013 – Tanzanie, Cameroun, Ghana et Vietnam – à la Foire internationale tenue au BVG du Canada.

Pendant son séjour au Canada, tout boursier doit dresser un plan d'audit de performance qu'il met ensuite en œuvre une fois de retour dans son pays. En nous concentrant sur ce type d'audit, nous augmentons l'appui fourni aux boursiers sous forme de mentorat – tant au Canada que le mentorat virtuel fourni une fois le boursier retourné chez lui. Cette année, voici le mentorat dont les boursiers ont bénéficié au Canada : un cours sur la portée et la planification des audits de performance, et sur l'assurance de la qualité; des examens du plan d'audit provisoire de chaque boursier à divers stades de son élaboration; et des simulations de réunions d'un comité consultatif. Les mentors du Bureau du vérificateur général du Canada ont grandement contribué à la qualité des plans d'audit de performance qui ont été élaborés.

Les sept boursiers de l'édition 2013-2014 ont été choisis et ils arriveront au pays en août pour entreprendre leur stage aux bureaux d'audit législatif du Canada, de l'Alberta et du Québec. Des représentants de chacun de ces bureaux se sont joints à la CCAF-FCVI pour interviewer les candidats et choisir les boursiers.

**Ateliers et ressources** – Pour clôturer le soutien accordé par la CCAF-FCVI aux Caraïbes dans le cadre du programme précédent, nous avons présenté des cours sur la planification des audits de performance au Belize et à Sainte-Lucie, et sur la rédaction des rapports au Belize, en utilisant – à titre d'exemples pratiques – des audits que les ISC étaient en train d'exécuter.



LES PARTICIPANTS ET ANIMATEURS DE L'ATELIER SUR L'AUDIT ENVIRONNEMENTAL À YAOUNDÉ, AU CAMEROUN.

En Afrique, nous avons contribué au programme de perfectionnement en gestion de l'AFROSAI-E en présentant notamment un atelier en Tanzanie, en juillet, à environ 90 gestionnaires des ISC. En mars 2013, nous avons collaboré avec l'AFROSAI et l'agence allemande d'aide GIZ pour organiser un atelier sur l'audit environnemental à l'intention des ISC du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigéria. L'atelier a essentiellement porté sur un audit conjoint que ces pays exécuteront au sujet de l'utilisation durable des ressources en eau dans le bassin du lac Tchad.

Comme complément à la formation que la CCAF-FCVI donne à l'étranger dans les pays visés par son programme, elle offre l'apprentissage à distance et des ressources en ligne. Mentionnons que des auditeurs d'ISC partenaires ont continué de suivre des cours en ligne dans le cadre du programme *Expertise judiciaire et enquêtes sur les fraudes*, offert par le Collège Algonquin; un participant ghanéen a terminé son dernier cours en décembre et il est devenu le troisième étudiant parrainé par la CCAF-FCVI à obtenir son diplôme. Nous avons aussi procuré à nos ISC partenaires l'accès à l'outil [Vigie Audit](#) pour les aider dans la planification des audits de performance.

**Autres formes de soutien aux ISC** – La CCAF-FCVI favorise l'utilisation du nouveau Cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI par les ISC partenaires. À ce titre, nous aiderons ces ISC à évaluer leurs activités et leur performance, ainsi qu'à rédiger des rapports à cet égard. En revanche, en adoptant ce cadre (ou certains éléments de celui-ci), les ISC nous faciliteront la tâche de faire rapport à l'ACDI sur les résultats du Programme international. Nous avons franchi la première étape cette année, en faisant participer des membres de notre personnel et un représentant de l'ISC du Vietnam aux cours de l'INTOSAI portant sur ce cadre.

2012  
2013



En ce qui concerne la contribution de la CCAF-FCVI au programme d'assurance de la qualité de l'AFROSAI-E, nous avons aidé à mettre à jour le manuel de cet organisme sur cette question (début 2012); nous avons co-animé un cours sur la formation des « champions » (mai 2012); et nous avons participé à des examens de l'assurance de la qualité au Ghana, au Kenya et en Tanzanie (août et septembre 2012). Les examens de l'assurance de la qualité – au cours desquels nos représentants se sont concentrés sur les pratiques d'audit de performance – ont fait partie du volet « évaluation » du Programme international de 2007-2012 et ont favorisé la planification de nos partenariats continus avec le Ghana et la Tanzanie dans le cadre du nouveau programme 2012-2017. Mentionnons qu'en octobre 2012, l'ISC du Cameroun – avec les conseils de la CCAF-FCVI – a exécuté un tel examen aux fins d'une auto-évaluation.

À la CCAF-FCVI, nous appuyons aussi les efforts que déploient les ISC au chapitre de la planification stratégique et, cette année, nous avons mené à bien un projet avec l'ISC de Sainte-Lucie. Grâce à des réunions avec la directrice de l'audit et ses cadres supérieurs, à des consultations avec des parties prenantes de l'extérieur et à un atelier de planification d'une journée offert à tout le personnel de l'ISC, nous avons aidé celle-ci à élaborer un plan stratégique.

#### **PARTENAIRES INTERNATIONAUX: INTOSAI, IDI ET ASSOCIATIONS RÉGIONALES D'ISC**

<b>INTOSAI</b>	<i>Organisation internationale des ISC</i>
<b>IDI</b>	<i>Initiative de développement de l'INTOSAI</i>
<b>WGEA</b>	<i>Groupe de travail sur l'audit environnemental de l'INTOSAI</i>
<b>AFROSAI-E</b>	<i>ISC d'Afrique anglophone</i>
<b>CREFIAF</b>	<i>ISC d'Afrique francophone subsaharienne</i>
<b>ASOSAI</b>	<i>ISC d'Asie</i>
<b>ASEANSAI</b>	<i>ISC d'Asie du Sud-Est</i>
<b>CAROSAI</b>	<i>ISC des Caraïbes</i>

#### **CIBLES POUR 2013-2014**

Avec nos partenaires aux bureaux d'audit législatif du Canada, de l'Alberta et du Québec, nous offrirons six bourses d'études dans le domaine de l'audit de performance en 2013-2014, en plus de la toute première édition de la bourse d'études dans le domaine de l'audit des états financiers ou audit de conformité réglementaire – soit une affectation de six mois au Bureau du vérificateur général du Canada pour un auditeur du Ghana. Nous organiserons également les premiers stages destinés à des cadres supérieurs des ISC; ce sera un nouveau programme annuel au cours duquel un cadre supérieur passera de quatre à six semaines au Canada, y compris une période au BVG du Canada et une autre à un bureau d'audit législatif provincial, pour étudier des thèmes tels que le contrôle de la qualité. Nous continuerons d'encadrer les boursiers diplômés et leur équipe d'audit dans les quatre pays partenaires de la CCAF-FCVI quand ils mettront en œuvre leur plan d'audit.

De plus, tout en respectant les plans de travail globaux de la CCAF-FCVI, nous offrirons une formation sur l'audit de performance et l'audit environnemental afin de répondre aux besoins de nos ISC partenaires. Ce travail comprendra un soutien à l'ISC du Vietnam quand elle établira son plan stratégique d'audit de performance; la continuation du mentorat dans le contexte de l'audit environnemental portant sur le lac Tchad au Cameroun et dans ses pays voisins; la présentation de l'atelier sur les principes de base de l'audit de performance en Tanzanie; la co-animation, avec l'AFROSAI-E, de son programme de perfectionnement en gestion au Ghana; et un atelier régional en trois étapes sur l'audit de performance en Afrique du Sud. Nous fournirons aussi de la formation et du soutien pour l'exécution des examens d'assurance de la qualité, ainsi que pour la mise en œuvre du nouveau Cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI par les ISC.

## 3.2 ACCROÎTRE LE LEADERSHIP DES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS (CCP) ET AMÉLIORER LEUR CAPACITÉ À EXAMINER LES RAPPORTS DES ISC ET À APPUYER LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS CONNEXES

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

**Relations et communications des ISC** – Au niveau international, il est entendu qu'une solide stratégie de communication avec les parties prenantes de l'extérieur – notamment en ce qui concerne le CCP – contribue de façon importante à l'efficacité de l'ISC. Après un fructueux projet pilote mené au Ghana en février 2012, la CCAF-FCVI a présenté un atelier sur les relations et les communications avec les parties prenantes au Guyana, en avril, puis elle a répété l'expérience à Sainte-Lucie en juillet. Au Guyana, le rédacteur en chef d'un journal local a défini des stratégies pour améliorer les rapports avec les médias, et le président de l'Institut du Guyana pour la transparence a parlé de la collaboration entre les ISC et les organisations de la société civile. À Sainte-Lucie, un député et des représentants des médias ont pris part à des séances avec le personnel de l'ISC.

Toujours à Sainte-Lucie, nous avons présenté le cours de la CCAF-FCVI sur la gouvernance en avril à 20 participants représentant l'ISC et plusieurs ministères. Un député a participé à titre d'un des conférenciers principaux. La directrice de l'audit et d'autres participants ont formulé un jeu de résolutions axées sur le contrôle de la gestion, la planification stratégique, la budgétisation axée sur la performance, la gestion du risque, l'audit interne et le soutien à fournir au CCP.

L'AFROSAI-E et la GIZ ont élaboré une trousse d'outils sur la communication entre l'ISC et le CCP; la trousse comprend des éléments fournis par la CCAF-FCVI. Nous avons collaboré avec ces organisations pour présenter des ateliers de « formation des champions » dont l'objet consistait à préparer des champions régionaux qui dirigeront la mise en application de la trousse dans leur pays respectif. Un premier atelier a eu lieu en octobre 2012. En février et mars 2013, un atelier de suivi a été offert aux participants qui deviendront les champions régionaux. Des auditeurs du Cameroun, du Ghana et de la Tanzanie ont pris part aux deux ateliers.

**Renforcement des capacités des CCP** – En juin 2012, nous avons organisé, au Guyana, un atelier d'orientation de deux jours à l'intention du CCP formé après les élections de novembre 2011. Dans cet atelier, nous avons mis l'accent sur la tenue d'une audience efficace portant sur un rapport d'audit de performance. Le nouveau CCP et les animateurs de la CCAF-FCVI ont aussi examiné l'auto-évaluation réalisée en 2011 par le CCP précédent.

### CIBLES POUR 2013-2014

La CCAF-FCVI poursuivra son travail dans le domaine des communications avec les ISC. En 2013-2014, nous examinerons les stratégies de communication des ISC partenaires de la CCAF-FCVI et discuterons de ces stratégies avec les dirigeants des ISC. Nous comptons contribuer à un troisième atelier de l'AFROSAI-E et de la GIZ pour clôturer la formation des champions sur l'utilisation de la trousse d'outils sur la communication entre l'ISC et le CCP. Les stratégies de communication des ISC seront également abordées durant les discussions du Cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI et pendant les cours destinés aux gestionnaires des ISC.

2012  
2013



Nous présenterons l'atelier de la CCAF-FCVI sur l'orientation des CCP au Ghana, ou en Tanzanie, ou dans les deux pays, et effectuerons aussi une évaluation de la situation et des besoins actuels du CCP au moyen du Modèle d'évaluation des capacités élaboré par la CCAF-FCVI pour les CCP. De plus, nous examinerons les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la surveillance des assemblées législatives au Cameroun et au Vietnam, et nous continuerons de chercher des occasions de nous associer à d'autres donateurs pour obtenir les meilleurs résultats possibles.

### **3.3 RENFORCER LA COORDINATION ET L'HARMONISATION DES ACTIVITÉS, AINSI QUE LE PARTAGE DU SAVOIR, AVEC LES DONATEURS, LES ISC ET LES ORGANISATIONS RÉGIONALES DE CELLES-CI**

#### **RÉALISATIONS DE 2012-2013**

**Soutien coordonné fourni par les partenaires canadiens** – Dans le cadre du Programme international 2007-2012, la CCAF-FCVI a établi des partenariats de mentorat entre les bureaux d'audit législatif provinciaux et les ISC participantes. Les partenariats entre la Colombie-Britannique et la Barbade, entre le Manitoba et le Kenya, entre la Nouvelle-Écosse et Sainte-Lucie, et entre le Québec et le Bénin ont donné lieu à l'encadrement des boursiers menant leurs projets d'audit de performance et de planification stratégique. Les partenariats entre l'Alberta et le Vietnam et entre le Québec, le Cameroun et la région du CREFIAF se poursuivent dans le nouveau programme : les bureaux d'audit législatif accueillent des boursiers, encadrent les ISC et contribuent à des activités de planification et de renforcement des capacités.

La CCAF-FCVI et les bureaux d'audit législatif de l'Alberta et du Québec ont discuté de la planification des activités destinées aux ISC du Vietnam et du Cameroun, respectivement, afin de coordonner leur appui. Des entretiens semblables ont été amorcés avec les bureaux du Manitoba et de la Saskatchewan au sujet du mentorat à offrir aux boursiers de la Tanzanie et du Ghana, respectivement, et des autres moyens à prendre pour appuyer le renforcement des capacités de ces ISC.

**Protocoles d'entente avec les partenaires** – En octobre et novembre 2012, nous avons conclu des protocoles d'entente avec l'auditeur général de chaque ISC partenaire dans le cadre du programme international de 2012-2017. Dans l'esprit de ces protocoles, nous avons travaillé avec les cadres supérieurs des diverses ISC pour élaborer des plans de travail aux fins de nos partenariats avec elles. Dans le cas du Vietnam, le bureau de l'Alberta a collaboré avec l'ISC et la CCAF-FCVI pour dresser le plan de travail, et les trois partenaires ont signé le protocole d'entente.

**Communication et coordination avec les associations régionales des ISC, l'IDI et d'autres donateurs** – Dans le cadre de nos travaux avec des associations régionales clés de l'INTOSAI, nous avons assisté à des réunions de planification de l'AFROSIAI-E, du CREFIAF et de la CAROSAI et à une téléconférence d'introduction avec l'ASEANSIAI; nous avons aussi contribué à des projets de l'AFROSIAI-E sur le perfectionnement des cadres des ISC, à des examens d'assurance de la qualité menés par les ISC et à des ateliers sur l'utilisation de la trousse d'outils sur la communication entre l'ISC et le CCP. Nous avons dirigé l'atelier régional sur les audits environnementaux au Cameroun (voir page 25), et nous participons maintenant au projet d'audit sur le lac Tchad mené par l'AFROSIAI, le CREFIAF et la GIZ.

Cette année encore, l'IDI a participé à des réunions du Groupe consultatif de la CCAF-FCVI sur le Programme international, en fournissant un point de vue mondial sur les besoins des ISC et une mise



À gauche : Paul Lohnes, président-directeur général de la CCAF-FCVI, Dinh Tien Dung, auditeur général du Vietnam, et Merwan Saher, auditeur général de l'Alberta, signent le protocole d'entente. Droite : Le PE entre la CCAF-FCVI et l'ISC du Cameroun.

à jour sur l'élaboration du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI. L'IDI tient à jour une base de données sur les projets de renforcement des capacités des ISC, y compris le Programme international de la CCAF-FCVI.

À la CCAF-FCVI, nous adoptons une démarche proactive lorsqu'il s'agit de nous réunir avec d'autres donateurs, de nous renseigner sur eux et de collaborer avec eux. Aux réunions régionales de planification, en Afrique, nous nous sommes entretenus avec des acteurs et des donateurs clés jouant un rôle actif dans l'AFROSAI ou l'AFROSAI-E, notamment la GIZ et les bureaux d'audit nationaux de la Norvège et de la Suède. Au Vietnam, nous avons tenu des réunions avec le personnel de l'ACDI et de l'ambassade du Canada, avec le ministère du Développement international du Royaume-Uni et avec la Banque mondiale. Comme nous l'avons mentionné dans la section 3.1, la CCAF-FCVI a coopéré avec la GIZ pour présenter des ateliers sur l'audit environnemental et sur les communications entre les ISC et les CCP.

### CIBLES POUR 2013-2014

Au cours de la mise en œuvre du nouveau programme quinquennal, les associations régionales de l'INTOSAI seront des partenaires clés. Cette année, nous participerons de nouveau aux réunions de l'AFROSAI-E, notamment à une réunion de planification en mai, et nous continuerons de nous réunir avec le secrétariat du CREFIAF au Cameroun pendant les missions, afin de travailler avec l'ISC; nous comptons par ailleurs approfondir nos relations avec l'ASOSAI et l'ASEANSAI au cours des missions que la CCAF-FCVI accomplira au Vietnam. En outre, nous entretiendrons de bonnes relations de travail avec l'IDI, étudierons la possibilité de nouer des rapports avec le Groupe de travail sur l'audit environnemental de l'INTOSAI, et exécuterons une étude de cas sur l'audit de performance aux fins du Cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI. Dans le contexte de tous nos rapports avec les ISC partenaires, nous appuierons leur collaboration avec leurs associations régionales et d'autres donateurs.

Nous continuerons de soutenir les partenariats entre l'Alberta et le Vietnam et entre le Québec et le Cameroun, et d'encourager d'autres partenaires canadiens à soutenir les ISC dans des domaines précis où des besoins se font sentir.

2012  
2013



**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS  
– INTERNATIONAL**
**Cibles pour 2012-2013**
**Résultats pour 2013-2014**

3.1 AMÉLIORER LA CAPACITÉ DES ISC DES PAYS VISÉS ET REHAUSSER LEUR EFFICACITÉ À RÉALISER DES AUDITS DE PERFORMANCE		
<b>Bourses d'études</b>		
1) Mener à bon terme les stages de 2011-2012.	<i>Fait</i>	Clôture des huit stages.
2) Faire les préparatifs en vue des stages des boursiers de 2012-2013, et mener à bien ces stages; aider les boursiers à élaborer leur plan d'audit.	<i>Fait</i>	Arrivée en septembre 2012 de quatre boursiers; ils sont en train de clôturer leur stage au bureau d'audit législatif du Canada et chacun a élaboré un plan d'audit de performance.
3) Interviewer et choisir les boursiers de 2013-2014; amorcer les communications avec ces nouveaux boursiers.	<i>Fait</i>	Sélection de sept boursiers et transmission des renseignements initiaux sur le programme.
4) Mener une enquête auprès des boursiers diplômés des promotions 2010-2011 et 2011-2012 venus de quatre pays cibles.	<i>Fait</i>	Réponse reçue de la part de tous les boursiers, ainsi qu'une mise à jour au sujet du rôle actuel de chacun et de l'état d'avancement de chaque projet spécial.
<b>Ateliers et ressources</b>		
5) Clôturer le soutien des audits de performance au Belize et à Sainte-Lucie.	<i>Fait</i>	Présentation d'un atelier sur la planification des audits de performance au Belize et à Sainte-Lucie, et mentorat fourni au sujet de la rédaction des rapports d'audit au Belize.
6) Fournir une formation à l'ISC du Kenya et la faire coïncider avec l'examen de l'assurance de la qualité.	<i>Annulé</i>	Tenue d'un examen de l'assurance de la qualité pendant la période d'évaluation du programme 2007-2012; impossibilité de poursuivre ces activités de renforcement des capacités, compte tenu des échéances fixées dans l'accord conclu avec l'ACDI.
7) Présenter un atelier régional sur l'audit environnemental aux fins de l'audit sur le lac Tchad.	<i>Fait</i>	Présentation d'un atelier, en mars 2013, à des participants du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigéria.
8) Continuer de parrainer des étudiants inscrits au programme d'apprentissage à distance <i>Expertise judiciaire et enquêtes sur les fraudes</i> , donné par le Collège Algonquin.	<i>Fait</i>	Participation de huit étudiants à 18 cours échelonnés sur trois semestres; obtention de diplôme d'un étudiant ghanéen.
9) Donner accès à <i>Vigie Audit</i> aux boursiers diplômés et aux services d'audit de performance des ISC partenaires.	<i>Fait en partie</i>	Accès à <i>Vigie Audit</i> fourni aux boursiers diplômés et au personnel de toutes les ISC. La CCAF-FCVI cherchera des moyens d'amener les ISC à se servir davantage de ce produit.
<b>Autres formes de soutien aux ISC</b>		
10) Assister à des séances de formation sur l'utilisation du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI.	<i>Fait</i>	Participation à des séances à Oslo et à Londres, et parrainage d'un participant du Vietnam.
11) Contribuer au programme d'assurance de la qualité de l'AFROSAL-E destiné aux ISC partenaires de la CCAF-FCVI.	<i>Fait</i>	Co-direction de l'exécution de trois examens de l'assurance de la qualité : Ghana, Kenya et Tanzanie.

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS  
– INTERNATIONAL (SUITE)**

Cibles pour 2012-2013		Résultats pour 2013-2014
12) Clôturer le soutien accordé à Sainte-Lucie au chapitre de la planification stratégique.	Fait	Clôture du projet sur la planification stratégique, incluant une semaine de soutien sur place en juin.
<b>3.2 ACCROÎTRE LE LEADERSHIP DES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS (CCP) ET AMÉLIORER LEUR CAPACITÉ À EXAMINER LES RAPPORTS DES ISC ET À APPUYER LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS CONNEXES</b>		
<b>Communications et relations des ISC</b>		
1) Présenter un atelier sur les relations et les communications avec les parties prenantes au Guyana et à Sainte-Lucie.	Fait	Présentation de l'atelier au Guyana, en avril, et à Sainte-Lucie, en juillet.
2) Présenter un cours sur la gouvernance à Sainte-Lucie.	Fait	Présentation du cours en avril.
3) Contribuer à la formation de champions régionaux sur l'utilisation de la trousse d'outils de l'AFROSAI-E concernant les communications entre l'ISC et le CCP.	Fait	Co-présentation des ateliers en octobre et en février-mars.
<b>Renforcement des capacités des CCP</b>		
4) Présenter un atelier aux membres du CCP du Guyana.	Fait	Présentation de l'atelier d'orientation aux membres du CCP du Guyana en juin.
5) Fournir une formation supplémentaire au comité de surveillance de la Tanzanie.	Reporté à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord	La CCAF-FCVI rétablira les rapports avec le Programme des Nations Unies pour le développement en Tanzanie afin de poursuivre la formation des membres du CCP grâce au modèle de présentation conjoint des donateurs.
<b>3.3 RENFORCER LA COORDINATION ET L'HARMONISATION DES ACTIVITÉS, AINSI QUE LE PARTAGE DU SAVOIR, AVEC LES DONATEURS, LES ISC ET LES ORGANISATIONS RÉGIONALES DE CELLES-CI</b>		
<b>Coordination du soutien fourni par les partenaires canadiens</b>		
1) Continuer à appuyer les partenariats techniques et de mentorat entre les bureaux d'audit législatif provinciaux et les ISC à l'étranger jusqu'à la conclusion du programme 2007-2012.	Fait	Appui donné aux partenariats entre : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'Alberta et le Vietnam</li> <li>• la Colombie-Britannique et la Barbade</li> <li>• le Manitoba et le Kenya</li> <li>• la Nouvelle-Écosse et Sainte-Lucie</li> <li>• le Québec et les pays du CREFIAF</li> </ul>
2) Dans le cadre du nouveau programme, continuer d'appuyer les partenariats entre l'Alberta et le Vietnam, et entre le Québec, le Cameroun et le CREFIAF.	Fait	Participation de l'Alberta et du Québec à des activités avec le Vietnam et le Cameroun/CREFIAF, respectivement.
3) Mobiliser les partenaires provinciaux qui n'accueillent pas de boursiers dans le cadre du programme 2012-2017.	Fait en partie	Mobilisation des bureaux d'audit législatif de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et de la Saskatchewan; chacun s'engage à accueillir des boursiers pendant de courtes périodes, ou de fournir du mentorat et de soutien, ou les deux, pendant la durée du programme.

2012  
2013



**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS  
– INTERNATIONAL (SUITE)**

Cibles pour 2012-2013		Résultats pour 2013-2014
<b>Protocoles d'entente avec partenaires :</b>		
4) Signer des PE avec 4 ISC partenaires pour 2012-2017.	<i>Fait</i>	Signature de PE avec 4 ISC.
5) Élaborer des plans de travail avec les 4 ISC.	<i>Fait</i>	Élaboration de plans de travail avec 4 ISC.
<b>Communication et coordination avec les associations régionales des ISC, l'IDI et d'autres donateurs :</b>		
6) Travailler avec les associations régionales des ISC, ainsi que participer aux réunions annuelles de planification de l'AFROSAI-E et du CREFIAF.	<i>Fait</i>	Participation aux réunions de planification de l'AFROSAI-E et du CREFIAF, ainsi qu'au Congrès du CAROSAI et à la téléconférence de l'ASEANSAL.
7) Continuer à travailler avec l'AFROSAI-E sur le projet d'assurance de la qualité.	<i>Fait</i>	Contribution au manuel et à la formation sur l'AQ, et participation aux examens de l'AQ au Ghana, au Kenya et en Tanzanie.
8) Poursuivre le travail avec l'AFROSAI-E sur le Programme de perfectionnement des cadres, et participer à une présentation pilote du programme en Tanzanie.	<i>Fait</i>	Co-facilitation de l'atelier en Tanzanie auquel environ 90 cadres de l'ISC ont participé.
9) S'associer à l'AFROSAI-E pour inclure certains rapports d'audits de cette région dans la base de données de <i>Vigie Audit</i> .	<i>Fait</i>	Inclusion de certains rapports de l'AFROSAI-E dans la base de données de <i>Vigie Audit</i> . Ce projet continue à prendre de l'ampleur.
10) Rencontrer/communiquer avec d'autres donateurs.	<i>Fait</i>	Rencontre avec des donateurs lors des réunions régionales ayant eu lieu en Afrique et dans les Caraïbes, et tenue de rencontres avec des donateurs du Vietnam; collaboration avec la GIZ sur deux projets menés en Afrique; participation de l'IDI aux réunions du Groupe consultatif de la CCAF-FCVI sur le Programme international.
11) Mise à jour du site Web.	<i>Reportée au milieu de 2013</i>	Le site Web sera mis à jour à l'été ou l'automne 2013 de sorte qu'il reflétera la nouvelle entente avec l'ACDI et les objectifs que nous établissons présentement avec nos ISC partenaires.

# GESTION D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

## GÉRER ET CULTIVER NOTRE CAPACITÉ AVEC EFFICACITÉ

La CCAF-FCVI a pour vision d'être reconnue pour son leadership, son expertise et ses innovations, et d'offrir des produits et des services qui soient largement appréciés, cités en exemple et utilisés. Sa capacité de réaliser cette vision dépend de sa vigueur aux chapitres de la gouvernance, de la gestion et des ressources humaines et de la façon dont elle veille à répondre aux besoins de ses parties prenantes. Nous sommes conscients de la nécessité de toujours évaluer la force de notre organisation et de faire croître notre capacité opérationnelle.

Pour satisfaire à ce besoin, nous nous sommes fixé l'objectif stratégique suivant :

*Accéder à un financement pluriannuel durable, répondre efficacement aux besoins de ses parties prenantes, et renforcer en permanence sa gouvernance, ses pratiques de gestion et sa reddition de comptes.*

Et pour réaliser cet objectif, nous nous concentrons sur l'obtention de quatre résultats :

- 4.1 Assurer avec efficacité et efficience la planification, la gestion, la communication et la reddition de comptes relativement aux activités de la CCAF-FCVI.
- 4.2 Consolider en permanence l'assise des ressources humaines de la CCAF-FCVI.
- 4.3 Consolider en permanence l'assise des ressources financières de la CCAF-FCVI et surveiller la situation au Canada et à l'étranger afin de déceler toute nouvelle possibilité.
- 4.4 Renforcer en permanence les pratiques de gestion et les mesures de contrôle.

En 2012-2013, nous avons pris un certain nombre de mesures importantes pour que la CCAF-FCVI demeure forte, dynamique et apte à offrir des services de valeur à ses membres et à ses parties prenantes, comme les paragraphes suivants le montrent.

### COMITÉ SUR LA GOUVERNANCE (AU 31 MARS 2013)

- ◆ Phil Howell (président)
- ◆ Carol Devenny
- ◆ Bonnie Lysyk
- ◆ Joy Thomas

#### MEMBRE D'OFFICE

- ◆ Charles-Antoine St-Jean

2012  
2013

OS 4 – GESTION D'ENTREPRISE	EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2013	EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012
DÉPENSES	284 681 \$	369 544 \$



## 4.1 ASSURER AVEC EFFICACITÉ ET EFFICIENCE LA PLANIFICATION, LA GESTION, LA COMMUNICATION ET LA REDDITION DE COMPTES RELATIVEMENT AUX ACTIVITÉS DE LA CCAF-FCVI

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

Les comités qui relèvent de notre conseil d'administration, renouvelés à la fin de 2011, se sont réunis tout au long de l'année pour exercer une surveillance sur tous les domaines de fonctionnement de la CCAF-FCVI. Le [Comité sur le développement des capacités au pays](#) exerce une surveillance sur le travail que nous effectuons au Canada dans les domaines de l'audit de performance (OS 1) et de la surveillance (OS 2), tandis que le [Comité sur le développement des capacités à l'étranger](#) fait de même mais à l'égard de nos activités internationales (OS 3). Le [Comité d'audit et des finances](#) se penche sur les questions comme l'audit annuel des états financiers, la gestion des risques, le soutien de l'élaboration de notre stratégie de financement et la surveillance des contrôles internes. Le [Comité sur la gouvernance](#) est chargé de veiller à ce que des systèmes de gouvernance efficaces existent et de piloter le recrutement des nouveaux membres du Conseil.

À titre d'importante réalisation, citons l'adoption d'une démarche structurée pour intégrer la gestion des risques dans nos programmes, services et activités. Sous la direction du Comité d'audit et des finances, la direction a exécuté un exercice de repérage et d'atténuation des risques dans le cadre duquel les principaux risques inhérents à nos objectifs stratégiques ont été évalués, et les mesures d'atténuation ont été étudiées et examinées avec le Conseil.

Nos groupes consultatifs fournissent des conseils sur les plans et les activités se rapportant à chacun de nos objectifs stratégiques, et ils comprennent des représentants des parties prenantes, ainsi que des experts du Canada et de l'étranger.

Surveillance exercée par le Conseil	Groupes consultatifs et groupes de travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Comité sur le développement des capacités au pays</li> <li>✦ Comité sur le développement des capacités à l'étranger</li> <li>✦ Comité d'audit et des finances</li> <li>✦ Comité sur la gouvernance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✦ Groupe consultatif sur le développement des capacités en audit de performance</li> <li>✦ Groupe consultatif sur la surveillance</li> <li>✦ Groupe consultatif sur le Programme international</li> <li>✦ Groupe de travail sur la transition au nouveau régime</li> <li>✦ Groupe consultatif sur la planification stratégique</li> </ul>

Une nouvelle loi régissant les sociétés sans but lucratif constituées en vertu du régime fédéral au Canada exige de la CCAF-FCVI qu'elle élabore de nouveaux documents constitutifs, y compris un règlement intérieur général. Celui-ci sera soumis à l'approbation des membres et déposé auprès de Corporations Canada d'ici octobre 2014. À l'automne 2012, nous avons amorcé le processus en constituant un groupe de travail composé d'administrateurs et de membres du personnel de la CCAF-FCVI pour superviser la transition au nouveau régime. Un règlement intérieur provisoire a été rédigé et sera présenté à nos membres d'ici début 2014.

Il est important de tenir nos membres et les parties prenantes informés en leur communiquant nos plans et des comptes rendus sur notre performance. En plus de publier le rapport annuel de 2011-2012, nous avons adressé des [communiqués](#) par courriel aux membres pour les mettre à jour sur les activités de la CCAF-FCVI et les renseigner sur les nouvelles ressources publiées dans le site Web. Nous avons diffusé 13 communiqués de ce genre. Nous nous sommes entretenus en personne avec les

membres pendant des activités telles que le Symposium du CCVL sur l'audit de performance, la Conférence annuelle du CCVL et du CCCC, le Forum du CCVISP, des cours de formation, les réunions et les conférences du CCVL, et autres activités du genre. Nous avons mis sur pied une équipe consultative interne pour élaborer une nouvelle stratégie de communication.



**CCAF-FCVI**

# VIGIE AUDIT

**Dans son 6<sup>e</sup> numéro du bulletin Vigie Audit, la CCAF-FCVI lance un tout nouveau produit informationnel : L'ŒIL ANALYTIQUE**

Pour y accéder, veuillez cliquer ici.

La CCAF-FCVI lance un tout nouveau produit : **L'œil analytique de Vigie Audit**. Il s'agit d'une nouvelle page du site Web de Vigie Audit, où seront publiées les tendances intéressantes relevées dans la **Base de données de Vigie Audit**.

Cliquez ici pour y accéder et visionner un tableau indiquant une comparaison entre les Top 5 sujets audités en 2010 et ceux en 2011.

**Vigie Audit, en bref**

Vigie Audit est un outil visant à faciliter le partage des connaissances entre les auditeurs de la performance, au Canada et à l'étranger, en ce qui concerne les rapports récents et les tendances en matière de pratiques d'audit. Vigie Audit assure un balayage des documents publiés sur les sites Web des institutions d'audit législatif de 26 Administrations dans les cinq pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ayant un gouvernement de type Westminster (à savoir l'Australie, le Canada, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni). Le balayage s'étend aussi aux ouvrages publiés par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

LE COMMUNIQUÉ TRANSMIS AU SUJET DE *VIGIE AUDIT*, LE 9 OCTOBRE 2012.

## CIBLES POUR 2013-2014

La CCAF-FCVI se dotera d'une nouvelle stratégie de communication, qui comprendra notamment l'utilisation des médias sociaux, pour veiller à ce que ses membres et les parties prenantes continuent de recevoir rapidement des renseignements essentiels sur ses produits, ses services, ses activités et sa performance.

Comme l'a mentionné le pdg Paul Lohnes dans son message, la CCAF-FCVI amorcera le renouvellement de son plan stratégique. Ce dossier sera dirigé par un groupe de travail sur la planification stratégique, constitué des membres de l'équipe de direction de la CCAF-FCVI. Le groupe de travail consultera les parties prenantes, examinera tous les aspects de notre stratégie et de nos activités actuelles, et cernera de nouveaux moyens de procurer des services de valeur à nos membres. Un groupe consultatif sur la planification stratégique, composé de membres du Conseil et des parties prenantes clés, fournira des avis et une rétroaction tout au long du processus.

### ASSOCIÉS DE LA CCAF-FCVI (2012-2013)

Geoff Dubrow  
Richard Flageole  
Jean-Paul Gobeil  
Barry Leighton  
Lee McCormack  
Michael McLaughlin  
Elaine Morash  
Shawn Murphy  
John Noseworthy  
Guy Perron  
Nicole Plamondon  
Bill Rafuse  
Ron Wolchuk

2012  
2013



## 4.2 CONSOLIDER EN PERMANENCE L'ASSISE DES RESSOURCES HUMAINES DE LA CCAF-FCVI

### RÉALISATIONS DE 2012-2013

La consolidation de l'assise des ressources humaines à la CCAF-FCVI a constitué un de nos principaux objectifs. Notre plan prévoyait le recrutement d'un chef de file pour diriger nos activités dans le domaine de l'audit de performance. Nous sommes heureux de signaler que **John Reed** s'est joint à notre équipe à titre de vice-président – Audit de performance, grâce à un programme d'échange de cadres supérieurs avec le bureau d'audit législatif du Canada où il a été directeur principal. Nous avons aussi la grande chance de bénéficier, en la personne de **Pierre Fréchette**, d'un autre spécialiste que nous a fourni le bureau d'audit du Canada pour appuyer nos activités dans les domaines de l'audit de performance et de la surveillance.

Un autre objectif consistait à augmenter le groupe d'associés de la CCAF-FCVI. Ces collaborateurs sont essentiels à la prestation des produits et services de notre organisation, et nous permettent d'offrir une gamme vaste et riche de connaissances et de compétences dans les domaines de l'audit de performance et de la surveillance parlementaire. Un appel ouvert a donc été lancé pour recruter des associés, et nous avons ainsi pu commencer à élargir notre équipe d'experts et avons l'intention de poursuivre cette action.



#### L'ÉQUIPE DE LA CCAF-FCVI

AU 31 MARS 2013 :

*4<sup>e</sup> rangée : Caroline Jorgensen, James Oulton, Barb Dumont, Pierre Bussière*

*3<sup>e</sup> rangée : John Reed, Pierre Fréchette, Julien Raynaud*

*2<sup>e</sup> rangée : Lynne Casiple, Paul Lohnes, Nicole Wiczorek, Yves Gauthier*

*1<sup>re</sup> rangée : Eveline Callupe, Carine Turay, Kate Gertz*

**CIBLES POUR 2013-2014**

Dans le cadre de notre planification stratégique, nous évaluerons nos besoins en ressources humaines – qu'il s'agisse de membres du personnel ou d'associés – afin de nous assurer de posséder les capacités voulues pour fournir les produits et les services qui nous seront demandés dans l'avenir. Parmi les priorités importantes, mentionnons l'embauche d'un chef de file pour nos travaux dans le domaine de la surveillance, ainsi qu'une expertise additionnelle en communications. La CCAF-FCVI est une petite organisation dont tous les membres du personnel doivent faire preuve de souplesse et remplir divers rôles. Cela dit, nous encadrerons nos employés et assurerons leur perfectionnement afin qu'ils puissent continuer à accomplir leurs fonctions avec efficacité.

**COMITÉ D'AUDIT ET DES  
FINANCIERS  
AU 31 MARS 2013**

- ◆ Brian Bost (président)
- ◆ Richard Kennedy
- ◆ Jacques R. Lapointe
- ◆ Jocelyne Therrien
- ◆ Joy Thomas

**MEMBRE D'OFFICE**

- ◆ Charles-Antoine St-Jean

## **4.3 CONSOLIDER EN PERMANENCE L'ASSISE DES RESSOURCES FINANCIÈRES DE LA CCAF-FCVI, ET SURVEILLER LA SITUATION AU CANADA ET À L'ÉTRANGER AFIN DE DÉCELER TOUTE NOUVELLE POSSIBILITÉ**

**RÉALISATIONS DE 2012-2013**

La CCAF-FCVI a été heureuse d'accueillir, en 2012-2013, deux nouveaux membres collectifs et partenaires financiers, à savoir **BMO Groupe financier** et **l'Association des vérificateurs généraux municipaux du Québec (AVGMQ)**.

Le soutien des membres de la CCAF-FCVI est primordial : tant leur appui financier et non financier que leur expertise nous permettent de garantir la réussite de nos programmes et services. Nous avons aussi la chance de bénéficier du soutien continu de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui finance notre *Programme international d'aide à la surveillance législative*. Nous avons mené à bien les négociations avec l'Agence et signé un nouvel accord pour obtenir 8,8 millions de dollars au cours des cinq prochains exercices (2012-2017).

Avec notre Comité d'audit et des finances, nous avons amorcé un examen de la structure de financement de la CCAF-FCVI en vue d'élaborer une nouvelle stratégie de financement, de manière à garantir la durabilité de ses programmes et de ses services dans l'avenir.

**CIBLES POUR 2013-2014**

Le travail à faire avec le Comité d'audit et des finances afin d'élaborer une nouvelle stratégie de financement se poursuivra et sera intégré dans le processus de planification stratégique. Tout en élaborant le nouveau plan stratégique, nous définirons les ressources nécessaires pour le mettre en œuvre.

2012  
2013



---

## **4.4 RENFORCER EN PERMANENCE LES PRATIQUES DE GESTION ET LES MESURES DE CONTRÔLES**

---

### **RÉALISATIONS DE 2012-2013**

À la lumière des résultats d'un examen interne réalisé en 2011, nous avons pris des mesures pour améliorer davantage le régime de contrôle interne, les politiques et les pratiques de la CCAF-FCVI. Les pratiques de gestion révisées ont été publiées dans un manuel des politiques et des procédures qui a été mis à la disposition du personnel.

### **CIBLES POUR 2013-2014**

La réussite soutenue de la CCAF-FCVI repose fondamentalement sur le renforcement continu de ses pratiques de gestion et de ses mesures de contrôle. En collaboration avec le Conseil, nous continuerons de les évaluer et de les renforcer afin de nous assurer que notre organisation est gérée et gouvernée de façon à offrir un bon rapport coût-efficacité. Nous nous concentrerons essentiellement sur la gestion des risques, sur notre cadre en matière de gestion de la qualité, sur les indicateurs de performance et sur les rapports concernant ces trois aspects.

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS  
– GESTION D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL**

Résultats prévus	Cibles pour 2012-2013	Résultats pour 2012-2013
4.1 Assurer avec efficacité et efficience la planification, la gestion, la communication et la reddition de comptes relativement aux activités de la CCAF-FCVI.	1) Transition au régime institué par la nouvelle <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> .	<i>En cours</i> Rédaction d'une version provisoire du règlement intérieur et des statuts de maintien, qui fait présentement l'objet d'examen par le conseil d'administration. Les documents nécessaires sont censés être déposés en 2014.
	2) Mettre en œuvre une approche de la gestion des risques.	<i>Fait</i> Élaboration d'une approche de la gestion des risques par la direction; exécution d'un exercice de repérage et d'atténuation des risques, et discussion par le Conseil. La CCAF-FCVI poursuivra ce processus pour s'assurer que les risques sont contrôlés et bien gérés.
	3) Diffuser tous les mois un ou deux communiqués pertinents auprès des membres.	<i>Fait</i> Diffusion de 13 communiqués auprès des membres.
4.2 Consolider en permanence l'assise des ressources humaines de la CCAF-FCVI.	1) Recruter un vice-président qui dirigera le secteur de l'audit de performance.	<i>Fait</i> John Reed fait maintenant partie de l'équipe à titre de vice-président – Audit de performance.
	2) Lancer un appel ouvert pour recruter des associés et les ajouter au groupe actuel.	<i>Fait</i> Lancement d'un appel ouvert; tenue des entrevues avec les candidats. Le recrutement se poursuit au fur à mesure que les besoins sont repérés et définis.
4.3 Consolider en permanence l'assise des ressources financières de la CCAF-FCVI, et surveiller la situation au Canada et à l'étranger afin de déceler toute nouvelle possibilité.	1) Travailler avec le Comité d'audit et des finances pour élaborer une stratégie de financement et trouver de nouvelles sources de fonds.	<i>En cours</i> Poursuite de l'élaboration de la stratégie de financement.
4.4 Renforcer en permanence les pratiques de gestion et les mesures de contrôle.	1) Regrouper les politiques, les pratiques de gestion et les mesures de contrôle dans un manuel des politiques et des procédures destiné aux employés.	<i>Fait</i> Publication du Manuel des politiques et des procédures (lecture et signature de tous les employés)

2012  
2013



# MEMBRES COLLECTIFS ET PARTENAIRES FINANCIERS DE LA CCAF-FCVI

AU 31 MARS 2013



**AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**



**ALBERTA BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**ASSOCIATION DES VÉRIFICATEURS GÉNÉRAUX MUNICIPAUX DU QUÉBEC (AVGMQ)**



**AUSTRALASIAN COUNCIL OF AUDITORS-GENERAL**



**BMO GROUPE FINANCIER**



**CANADA BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**COLOMBIE-BRITANNIQUE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA**



**EY**



**ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**KPMG CANADA**



**LCBO – SERVICES DE VÉRIFICATION INTERNE**



**MANITOBA – BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**NOUVEAU-BRUNSWICK BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**NOUVELLE-ÉCOSSE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**GOVERNEMENT DU NUNAVUT**



**ONTARIO BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**ONTARIO – MINISTÈRE DES FINANCES**



**PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP**



**QUÉBEC LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**



**SASKATCHEWAN BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**



**TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**



**GOVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST**

# L'ÉQUIPE DE LA CCAF-FCVI

AU 31 MARS 2013



**PAUL LOHNES, CPA, CA**  
*Président-directeur général*



**PIERRE BUSSIÈRE**  
*Agent des finances et d'administration*



**EVELINE CALLUPE**  
*Agente d'administration et de logistique, Programmes internationaux*



**LYNNE CASIPLE**  
*Informaticienne / Webmestre*



**BARBARA DUMONT**  
*Agente de programme, Programmes internationaux*



**PIERRE FRÉCHETTE**  
*Recherche, Audit de performance*



**YVES GAUTHIER, FCPA, FCA, ICD.D**  
*Vice-président, Programmes internationaux*



**KATE GERTZ**  
*Agente de communication, Programmes internationaux*



**CAROLINE JORGENSEN**  
*Directrice, Programmes internationaux*



**JAMES OULTON**  
*Agent des services intégrés*



**JULIEN RAYNAUD**  
*Agent de projets, Audit de performance*



**JOHN REED**  
*Vice-président, Audit de performance*



**CARINE TURAY**  
*Coordonnatrice de l'administration*



**NICOLE WICZOREK**  
*Vice-présidente des opérations et chef des services financiers, ainsi que secrétaire du Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP)*

2012  
2013



# RAPPORT DE LA DIRECTION

Au présent rapport annuel, sont annexés les états financiers de la CCAF-FCVI pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, l'état de la situation financière en date du 1<sup>er</sup> avril 2011, de même que l'opinion de l'auditeur indépendant.

L'objet du rapport de la direction consiste à présenter aux membres et parties prenantes notre point de vue sur la performance financière de l'organisation, ainsi que nos perspectives d'avenir. Nous y expliquons donc tout élément important, toute fluctuation, ou encore tout changement dans les politiques, qui pourraient influencer sur ces états.

La surveillance par le conseil d'administration pour ces états financiers s'exerce par un Comité d'audit et des finances, composé de cinq membres du Conseil en plus du président du celui-ci. Avant le commencement de l'audit, durant celui-ci et à sa toute fin, les membres de ce comité rencontrent à huis clos la direction et l'auditeur externe pour discuter de l'audit, des politiques et mesures de contrôle interne, de la gestion du risque, ainsi que des questions liées aux finances ou à la présentation de l'information. Le Comité soumet les états financiers audités au conseil d'administration pour approbation.

Dans son rapport présenté au Comité d'audit et des finances, l'auditeur externe Collins Barrow Ottawa s.r.l. a affirmé qu'il n'avait aucune préoccupation à signaler au sujet du contrôle interne et a produit une opinion sans réserve sur les états financiers de la CCAF-FCVI.

Les états financiers ci-annexés ont été préparés par la direction en respectant les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, avec comme date de transition le 1<sup>er</sup> avril 2011; et ils ont été audités par Collins Barrow Ottawa s.r.l. conformément aux Normes canadiennes d'audit.

## FINANCEMENT ET REVENUS

Le travail visant à assurer un financement de base stable et continu pour la CCAF-FCVI demeure une priorité, ainsi qu'un défi de taille compte tenu de l'environnement fiscal actuel. Nous avons la chance que notre financement de base soit assuré par nos membres collectifs, notamment le Bureau du vérificateur général du Canada et ses homologues provinciaux. Nous continuons à élaborer des programmes et des services qui sont utiles pour ces importants bailleurs de fonds, et cherchons des solutions afin de servir d'autres communautés, qui deviendront à leur tour une source de financement pour nous, par le versement de cotisations ou d'autres apports financiers.

En 2012-2013, l'équipe de la CCAF-FCVI s'est démenée pour compenser la baisse de 102 018 \$ dans **les cotisations et les contributions des membres**, en dispensant davantage de cours de formation, ce qui a accru de 108 % les revenus générés par les **formations sur l'audit de performance** par rapport à l'exercice précédent.

Le **budget de notre programme international** est resté stable en cette année qui a vu la fin du programme 2007-2012 et le début d'un nouveau programme quinquennal (2012-2017) caractérisé par une hausse de 6,6 % (de 8,258 M\$ à 8,800 M\$) de la contribution versée sur cinq ans par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Voilà 33 ans que la CCAF-FCVI, en collaboration avec les bureaux canadiens d'audit législatif et d'autres partenaires, mène à bien cet excellent programme financé par l'ACDI. Le programme actuel se concentre sur quatre pays, à savoir le Ghana, la Tanzanie, le Cameroun et le Vietnam, ainsi que sur leur région respective.

## DÉPENSES

En raison du détachement d'un chef de file du secteur de l'audit de performance du Bureau du vérificateur général du Canada, reporté de l'exercice précédent, les **charges de programmes directes** (hors programme international) ont augmenté de 24 %. Grâce à cet ajout à notre équipe interne, ainsi

qu'à celui d'une autre personne venue du bureau d'audit législatif du Canada, nous avons pu améliorer nos produits éducatifs et en augmenter le nombre, ainsi qu'étoffer et développer *Vigie Audit*. Nous continuons à fournir à nos membres des services très appréciés sur la surveillance, avec le soutien de nos éminents associés. Notre priorité pour l'exercice à venir sera de compléter et de renforcer notre expertise interne dans ce domaine.

Nous avons repris des recherches sur les méthodes d'audit de performance et espérons publier notre premier guide pratique en ligne sur l'audit de l'efficacité en 2013-2014. L'activité de recherches est depuis toujours l'une des clés du succès ininterrompu de la CCAF-FCVI. Un leadership éclairé est indispensable pour améliorer continuellement les pratiques d'audit de performance. Nous sommes particulièrement heureux d'avoir pu inciter l'ensemble de la communauté de l'audit de performance à discuter et à mener des recherches sur un sujet aussi spécialisé que l'audit de l'efficacité.

#### ACTIF NET AU BEAU FIXE

Notre **actif net** de 691 587 \$ au 31 mars 2013 protège la CCAF-FCVI contre les éventuels impondérables financiers et correspond à notre objectif visant à disposer de fonds suffisants pour couvrir approximativement six mois de **charges de programmes** directes (hors programme international) et de **frais généraux**.

#### REGARD VERS L'AVENIR

Le contexte économique et financier restera éprouvant pour nous étant donné que les organisations du secteur public sont exhortées à faire plus de choses avec moins de ressources. Nous travaillons avec le Comité d'audit et des finances afin d'élaborer de solides stratégies de financement visant à améliorer la stabilité des revenus issus des cotisations des membres, à élargir nos revenus à d'autres marchés de l'audit de performance, et à diversifier nos sources de revenus à l'étranger.

Tandis que nous entrons dans la troisième année de notre plan stratégique, nous restons concentrés sur nos trois axes de recherches et de services de développement des capacités, à savoir l'audit de performance, la surveillance et les programmes internationaux. Ce faisant, nous apporterons une attention permanente à la gestion et à l'atténuation des risques, tout en amorçant l'élaboration de notre nouveau plan stratégique quinquennal.

Le principal but de la CCAF-FCVI est de trouver en permanence de nouveaux moyens d'être utile à ses membres et à ses parties prenantes. Notre équipe déborde d'énergie, et c'est avec enthousiasme qu'elle travaillera avec le conseil d'administration, les membres, et les partenaires de la CCAF-FCVI en vue de continuer à atteindre les objectifs stratégiques et les résultats prévus du plan stratégique 2011-2014.

2012  
2013



**PAUL LOHNES, CPA, CA**  
Président-directeur général



**NICOLE WIECZOREK**  
Vice-présidente des opérations et  
chef des services financiers



## États financiers

Pour les exercices clos le 31 mars 2013,  
le 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011

**CCAF-FCVI Inc.**  
**États financiers**  
Pour les exercices clos le 31 mars 2013,  
le 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011

**Table des matières**

---

<b>Rapport de l'auditeur indépendant</b>	1
<b>États financiers</b>	
États de la situation financière	3
États des résultats et de l'évolution des actifs nets	4
États des flux de trésorerie	5
Sommaire des principales conventions comptables	6
Notes complémentaires	10

---

## Rapport de l'auditeur indépendant

---

### Aux membres de CCAF-FCVI Inc.

#### Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué les audits des états financiers ci-joints de la CCAF-FCVI Inc., qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011; les états des résultats et de l'évolution des actifs nets, et les états des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012; ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Collins Barrow Ottawa LLP/s.r.l.  
301 promenade Moodie Drive  
Suite 400  
Ottawa, Ontario, Canada  
K2H 9C4

T: 613.820.8010

F: 613.820.0465

email/courriel: ottawa@collinsbarrow.com

web: www.collinsbarrowottawa.com

---

## Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

---

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### **Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur les corporations canadiennes*, nous déclarons qu'à notre avis les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ont été appliquées de façon constante.

*Collins Barrow Ottawa s.r.l.*

Comptables agréés, experts-comptables autorisés  
le 8 juillet 2013  
Ottawa (Ontario)

**CCAF-FCVI Inc.**  
**États de la situation financière**

**Aux 31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

	<u>31 mars 2013</u>	<u>31 mars 2012</u>	<u>1<sup>er</sup> avril 2011</u>
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs à court terme</b>			
Encaisse (note 2)	651 836 \$	1 283 038 \$	1 002 608 \$
Débiteurs	28 820	136 525	274 611
Montants à recevoir de l'État	36 162	-	-
Montants à recevoir du Fonds du Programme international (note 5)	381 602	-	-
Frais payés d'avance	16 297	66 604	72 886
	<u>1 114 717</u>	<u>1 486 167</u>	<u>1 350 105</u>
<b>Immobilisations corporelles (note 3)</b>	<u>22 397</u>	<u>15 540</u>	<u>-</u>
	<u>1 137 114 \$</u>	<u>1 501 707 \$</u>	<u>1 350 105</u>
<b>Passifs et actifs nets</b>			
<b>Passifs à court terme</b>			
Créditeurs et charges à payer	279 810 \$	420 076 \$	739 381 \$
Montants à payer à l'État	-	96 261	100 474
Apports reportés (note 4)	43 284	15 491	1 500
Fonds non dépensés - Programme international (note 5)	122 433	357 281	79 043
	<u>445 527</u>	<u>889 109</u>	<u>920 398</u>
<b>Actifs nets</b>			
Non-affectés	<u>691 587</u>	<u>612 598</u>	<u>429 707</u>
	<u>1 137 114 \$</u>	<u>1 501 707 \$</u>	<u>1 350 105 \$</u>

Approuvé au nom du Conseil :

  
\_\_\_\_\_  
Administrateur

  
\_\_\_\_\_  
Administrateur

**CCAF-FCVI Inc.**

**États des résultats et de l'évolution des actifs nets**

**Pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012**

	2013	2012
<b>Revenus</b>		
Cotisations et contributions des membres	1 056 032 \$	1 158 050 \$
Fonds du Programme international (note 5)	1 769 910	1 760 808
Contributions pour la recherche et autres	18 775	31 418
Cours sur l'audit de performance	169 529	81 349
Intérêts	9 983	7 345
	<b>3 024 229</b>	<b>3 038 970</b>
<b>Revenus totaux</b>		
<b>Charges de programmes directes</b> (note 6)		
Programmes et services - Audit de performance	396 631	300 091
Cours sur l'audit de performance	147 398	64 053
Programmes et services - Surveillance	161 441	202 556
Programme international	1 552 749	1 589 125
	<b>2 258 219</b>	<b>2 155 825</b>
<b>Frais généraux</b> (note 6)		
Gestion d'entreprise	284 681	369 544
Services de soutien et autres	391 379	330 710
Amortissement des immobilisations corporelles	10 961	-
	<b>687 021</b>	<b>700 254</b>
<b>Charges totales</b>	<b>2 945 240</b>	<b>2 856 079</b>
<b>Excédent des revenus sur les charges pour les exercices</b>	<b>78 989</b>	<b>182 891</b>
<b>Actifs nets, début des exercices</b>	<b>612 598</b>	<b>429 707</b>
<b>Actifs nets, fin des exercices</b>	<b>691 587 \$</b>	<b>612 598 \$</b>

**CCAF-FCVI Inc.**  
**États des flux de trésorerie**

**Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 31 mars 2012**

	2013	2012
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Excédent des revenus sur les charges pour les exercices	78 989 \$	182 891 \$
Élément hors caisse:		
Amortissement des immobilisations corporelles	10 961	-
	89 950	182 891
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	107 705	138 086
Montants à recevoir de l'État	(36 162)	-
Montants à recevoir du Fonds du Programme international	(381 602)	-
Frais payés d'avance	50 307	6 282
Créditeurs et charges à payer reliés aux opérations	(124 726)	(334 845)
Montants à payer à l'État	(96 261)	(4 213)
Apports reportés	27 793	13 991
Fonds non dépensés - Programme international	(234 848)	278 238
	(597 844)	280 430
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(17 818)	(15 540)
Augmentation (diminution) des créditeurs et frais courus liés aux immobilisations corporelles	(15 540)	15 540
	(33 358)	-
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie pour les exercices</b>	(631 202)	280 430
<b>Encaisse, début des exercices</b>	1 283 038	1 002 608
<b>Encaisse, fin des exercices</b>	651 836 \$	1 283 038 \$

## Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011

---

### Nature et raison d'être de l'organisation

La CCAF-FCVI Inc. (la « Fondation ») a été créée en 1980 par des lettres patentes déposées aux termes des dispositions de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

La Fondation a pour mission de favoriser la confiance vis-à-vis du secteur public en renforçant l'efficacité de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement. Elle propose des cours, des services de recherche et des programmes de développement des capacités aux auditeurs et aux comités de surveillance du secteur public afin de les aider à collaborer avec d'autres fonctionnaires pour la mise en place d'un gouvernement responsable. Les produits et les services de la Fondation sont très respectés, utilisés et appliqués par les auditeurs, les législateurs et d'autres fonctionnaires au Canada et à l'étranger.

Une partie importante des activités de la Fondation est financée par l'Agence canadienne de développement international, comme le précise la note 5 des présents états financiers. En outre, la Fondation tire d'un seul membre environ 44% de ses revenus de cotisations et de contributions des membres. Afin de poursuivre ses activités au niveau actuel, elle a besoin de maintenir ces sources de revenus.

La Fondation a été organisée et fonctionne aux fins décrites plus haut; par conséquent, elle n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

### Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, qui font partie des principes comptables généralement reconnus du Canada et qui comprennent les principales conventions comptables suivantes.

### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses comptabilisés pour les périodes, ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers. Bien que ces estimations soient faites par la direction au mieux de ses connaissances actuelles, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Ces estimations et hypothèses sont examinées périodiquement et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ceux-ci sont effectués dans les états portant sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les estimations importantes comprennent les hypothèses utilisées pour : estimer la juste valeur initiale des instruments financiers; estimer les montants à recevoir et la possibilité de recouvrement des débiteurs; établir la durée de vie utile et l'amortissement des immobilisations; estimer les provisions pour les charges à payer; estimer les salaires et avantages alloués aux différents secteurs opérationnels; et estimer le montant des cotisations obtenues et différées en vertu de l'entente de contribution de la Fondation et des autres ententes de financement.

## Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011

---

**Utilisation d'estimations**  
(suite)

Les états financiers au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011 comprennent un passif estimé pour une portion des dépenses de déplacement engagées dans le cadre du Programme international lors d'exercices précédents, alors que le recouvrement de ces dépenses auprès du bailleur de fonds était incertain. Tout écart entre les dépenses à payer et le montant du règlement réel ont été comptabilisés aux opérations de l'exercice clos le 31 mars 2013, soit l'exercice au cours duquel le règlement a eu lieu.

**Instruments financiers**

Les instruments financiers sont des actifs ou passifs financiers qui, en général, représentent pour la Fondation un droit contractuel à recevoir d'une tierce partie (ou encore l'obligation de payer à une tierce partie) de la trésorerie.

Évaluation des instruments financiers

La Fondation mesure initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur à l'exception de certaines transactions avec lien de dépendance le cas échéant.

La Fondation évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les états des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent l'encaisse, les débiteurs, les montants à recevoir de l'État et les montants à recevoir du Fonds du Programme international. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent créditeurs et charges à payer, les montants à payer à l'État et les fonds non dépensés du Programme international. La Fondation n'a aucuns actifs financiers évalués à la juste valeur.

Perte de valeur d'un actif financier

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il existe des indications d'une perte de valeur. Le montant de la réduction est comptabilisé dans les états des résultats. La dépréciation précédemment constatée peut être reprise dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, pourvu que l'actif n'excède pas le montant établi avant la constatation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé dans les états des résultats.

## Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011

---

**Instruments financiers**  
(suite)

Coûts de transaction des instruments financiers

La Fondation comptabilise ses coûts de transaction dans l'état des résultats de la période où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont ajustés selon les coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur origine, émission ou prise en charge.

**Constatation des produits**

La Fondation utilise la méthode des reports pour comptabiliser les contributions. Les contributions grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Les contributions non affectées sont constatées à titre de revenus lorsque ces montants sont reçus, ou elles sont constatées comme débiteurs, si le montant à recevoir est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés avec le passage du temps. Les revenus d'intérêt grevés d'affectations d'origine externe, le cas échéant, sont initialement différés et constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Les cotisations des membres et les revenus provenant des cours sur l'audit de performance sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont obtenus.

**Apports en nature**

Certains donateurs fournissent leur temps et absorbent certains coûts relatifs aux activités de la Fondation. Puisqu'il est difficile de déterminer la juste valeur et l'étendue de ces apports en nature, ils ne sont pas comptabilisés dans ces états financiers.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles, comprenant les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. L'amortissement des meubles et de l'équipement de bureau est calculé selon l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire sur la période restante du bail.

Les immobilisations incorporelles, comprenant les logiciels informatiques, sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles ont été acquises.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus de potentiel à long terme pour la Fondation, la moins-value, soit l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur, est passée en charge. Une moins-value n'est pas récupérée dans un exercice subséquent.

## Sommaire des principales conventions comptables

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

---

- Coûts de développement** La Fondation crée des produits éducatifs et publie des rapports de recherche aux fins décrites dans la Nature et raison d'être de l'organisation. Les frais chargés pour l'utilisation et le prix demandé pour l'achat de ces articles sont généralement fixés de telle sorte que les coûts directs sont recouverts. Les coûts de développement connexes sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils ont été payés.
- Ventilation des dépenses** Les dépenses de la Fondation sont présentées dans les états des résultats et de l'évolution des actifs nets sur une base fonctionnelle. Certaines des dépenses engagées sont applicables à plus d'une fonction et sont directement liées aux résultats des fonctions en question; elles sont donc considérées comme des coûts directs de programme. Par conséquent, les totaux des dépenses fonctionnelles ne comprennent pas les coûts indirects.
-

---

## CCAF-FCVI Inc. Notes complémentaires

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

---

### 1. Impact du changement de normes comptables

La Fondation a choisi d'appliquer les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de comptabilité de l'ICCA.

Ces états financiers sont les premiers états financiers pour lesquels l'organisme a appliqué les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ci-après dénommé « NCOSBL ».

Les états financiers pour les exercices clos le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011 ont été préparés conformément aux NCOSBL et aux dispositions du chapitre 1501 de la Partie III du Manuel de l'ICCA, s'adressant aux organismes appliquant ces normes comptables pour la première fois.

La Fondation n'a pas choisi d'utiliser les exemptions relatives à l'adoption initiale des NCOSBL en vertu du chapitre 1501.

L'adoption des NCOSBL n'a pas entraîné de modification aux actifs nets à la date de transition du 1<sup>er</sup> avril 2011 et aux états financiers publiés antérieurement pour l'exercice clos le 31 mars 2012. En conséquence, aucune réconciliation n'a été préparée. L'adoption des NCOSBL a cependant entraîné une reclassification rétroactive des montants à payer à l'État compris auparavant dans les comptes fournisseurs et charges à payer, et dans les cas applicables, des montants à recevoir de l'État compris auparavant dans les débiteurs, pour les états de la situation financière au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011.

---

### 2. Encaisse

L'encaisse de la Fondation est tenue dans deux comptes dans une banque à charte canadienne, dont la majorité se retrouve dans un compte commercial portant intérêt à un taux nominal. La balance de l'encaisse est détenue dans un compte de placement et porte intérêt au moindre taux entre 0,35 % et le taux préférentiel de la banque moins 3 %. En fin d'année, le compte de placement avait un solde de 307 714 \$ (31 mars 2012 - 458 945 \$ et 1<sup>er</sup> avril 2011 - 454 133 \$).

---

### 3. Immobilisations corporelles

	31 mars 2013		Valeur comptable nette
	Coût	Amortissement cumulé	
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	33 358 \$	10 961 \$	22 397 \$

**CCAF-FCVI Inc.**  
**Notes complémentaires**

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

**3. Immobilisations corporelles (suite)**

	31 mars 2012		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	55 978 \$	40 438 \$	15 540 \$
	1 <sup>er</sup> avril 2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	40 438 \$	40 438 \$	- \$

Au cours de l'exercice 2013, la Fondation a radié de ses registres des immobilisations corporelles complètement amorties d'un montant de 40 438 \$.

Au cours de l'exercice 2013, la Fondation a acquis 17 818 \$ (31 mars 2012 - 15 540 \$) d'équipement de bureau. Aucun amortissement n'a été comptabilisé pour l'exercice clos le 31 mars 2012 puisque l'équipement n'a pas été mis en service avant l'exercice clos le 31 mars 2013.

**4. Apports reportés**

Les revenus reportés comprennent des cotisations et autres contributions des membres pour des exercices subséquents, tels que résumés ci-bas :

	<b>31 mars 2013</b>	31 mars 2012	1 <sup>er</sup> avril 2011
Cotisations des membres	18 190 \$	15 491 \$	1 500 \$
Autre	25 094	-	-
	<b>43 284 \$</b>	15 491 \$	1 500 \$

**CCAF-FCVI Inc.**  
**Notes complémentaires**

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

**5. Fonds du Programme international**

La Fondation coordonne un programme conçu pour bâtir les capacités et renforcer l'efficacité dans le domaine de l'audit de performance dans les institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement participants. Toujours dans le cadre de ce programme, elle contribue aussi à l'amélioration du leadership et de la capacité des comités de surveillance parlementaire et au renforcement de la coordination et du partage d'information entre donateurs, les ISC et les associations régionales de celles-ci. En partenariat avec un réseau d'experts canadiens, la Fondation offre des activités de développement des capacités, y compris un programme de bourses d'études permettant un stage de formation dans un bureau d'audit canadien; des ateliers dans les pays participants et leurs régions; et différentes activités ciblées de formation et de mentorat.

Les coûts du Programme international sont financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec des contributions en nature d'experts canadiens provenant du Bureau du vérificateur général du Canada, des bureaux d'audit provinciaux participants, de la Fondation, des bureaux d'audit municipaux, ainsi que de la part de parlementaires et de Canadiens. L'ACDI se charge des coûts directs associés au programme et contribue aux frais généraux de la Fondation. L'entente actuelle avec l'ACDI est entrée en vigueur le 29 août 2012, comprend des contributions totalisant 8 800 000 \$ et vient à échéance le 31 décembre 2017. Les activités menées dans le cadre de l'ancien programme ont été clôturées avant le 31 juillet 2012 et un dernier compte rendu a été présenté à l'ACDI en décembre 2012. Le financement total au titre de l'entente non encore constaté comme un revenu au 31 mars 2013 s'élève à 7 992 833 \$.

Les flux de trésorerie liés au programme sont comme suit :

	<b>31 mars 2013</b>	31 mars 2012
Montants non dépensés, début des exercices	<b>357 281 \$</b>	79 043 \$
Avances de l'ACDI (incluant les montants à recevoir)	<b>1 535 062</b>	2 039 046
	<b>1 892 343</b>	2 118 089
Revenus constatés représentant les dépenses pour les exercices incluant une allocation pour frais généraux	<b>1 769 910</b>	1 760 808
Montants non dépensés, fin des exercices	<b>122 433 \$</b>	357 281 \$

---

**CCAF-FCVI Inc.**  
**Notes complémentaires**

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

---

**6. Salaires et charges sociales**

Le total de la dépense salariale, incluant la charge sociale, pour l'exercice 2013 est de 1 147 224 \$ (31 mars 2012 - 900 617 \$). Les salaires sont répartis entre les diverses activités opérationnelles en fonction de l'utilisation des ressources, selon l'estimation de la direction. Les détails sont comme suit :

	<b>31 mars 2013</b>	31 mars 2012
Programmes et services - Audit de performance	<b>283 008 \$</b>	178 011 \$
Cours sur l'audit de performance	<b>17 100</b>	11 400
Programmes et services - Surveillance	<b>72 347</b>	98 940
Programme international	<b>378 171</b>	281 478
Gestion d'entreprise	<b>188 641</b>	151 772
Services de soutien et autres	<b>207 957</b>	179 016
	<b>1 147 224 \$</b>	900 617 \$

---

**7. Engagements contractuels**

Au cours de l'exercice 2011, la Fondation a modifié son contrat de location pour ses locaux de bureaux. Le bail modifié vient à échéance le 28 février 2016. Le bail comprend les engagements annuels suivants :

2014	87 830 \$
2015	89 585
2016	83 622
	<b>261 037 \$</b>

---

De plus, la Fondation a des baux pour les appartements des boursiers du Programme international. De nouveaux baux ont été négociés pour deux appartements commençant en juin 2013, et pour un autre appartement commençant en juillet 2013. Les baux annuels viennent à échéance le 31 mai 2014 et le 30 juin 2014, après quoi la location se poursuit sur une base mensuelle. L'engagement financier pour l'exercice 2013-2014 est de 29 155 \$, et pour 2014-2015, il est de 7 025 \$.

---

**8. Risques et concentrations des instruments financiers**

La Fondation est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers. L'analyse suivante fournit une mesure de l'exposition et des concentrations de risque pour la Fondation au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1<sup>er</sup> avril 2011.

La Fondation ne participe aucunement aux opérations de couverture par le biais de ses activités et ne possède ou n'utilise aucun instrument dérivé aux fins de négociations ou de transactions.

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

---

**8. Risques et concentrations des instruments financiers (suite)**

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une organisation de rencontrer des difficultés dans l'acquittement de ses obligations associées à ses passifs financiers. La Fondation est surtout exposée à ce risque par le biais de ses créiteurs et charges à payer, des montants à payer à l'État, et des obligations relatives aux apports reportés et aux fonds non dépensés du Programme international.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier cause une perte financière pour l'autre partie par défaut de remplir une obligation. Le risque de crédit que court la Fondation est principalement attribuable aux comptes débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. La Fondation est surtout exposée au risque d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux de change. Les instruments financiers de la Fondation sont en dollars canadiens. Par conséquent, la Fondation n'est pas exposée au risque de change. Cependant, la Fondation engage des charges en devises étrangères pour ses activités internationales, et est donc exposée aux variations de taux de change sur ses charges futures.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. La Fondation est exposée au risque de taux d'intérêt sur les instruments financiers à taux d'intérêt fixes et variables. La Fondation ne détient aucun instrument financier à taux d'intérêt fixes et n'est donc pas sujette au risque de juste valeur. La Fondation détient un instrument financier à taux variable, soit l'encaisse dans le compte bancaire de placement, tel que nous l'avons indiqué à la note 2 afférente aux états financiers, ce qui expose la Fondation à un risque de flux de trésorerie.

---

**CCAF-FCVI Inc.**  
**Notes complémentaires**

**31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1<sup>er</sup> avril 2011**

---

**8. Risques et concentrations des instruments financiers (suite)**

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations dans les prix du marché (autres que les variations découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur ou encore par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Fondation n'est pas exposée au risque de prix autre.

---



CCAF-FCVI<sup>INC.</sup>